

PUBLICATIONS DU SENAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1988
du 5 janvier 1988 au 10 octobre 1988

TABLE CUMULATIVE DES ORATEURS ET AUTEURS

	DOCUMENTS		ANNALES
	R.A	N°	Pages
A			
Adriaensens, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			5, 6
Modification de la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932, en vue d'adapter les bulletins de vote (Mention du prénom du candidat — Communes à statut linguistique spécial)			1301-1302
Rapport oral			
Aelvoet (Mme), sénateur provincial d'Anvers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			6
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			527-528, 553-554
Amendement	14038	100-1/7°	
Amendement		100-1/10°	
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			612, 616
Amendement	14069	100-2/6°	
Amendement		100-2/7°	
Discussion des amendements			612, 616
Votes réservés			654
Justification de vote			
Abrogation de l'article 267 du Code pénal (Antériorité obligatoire du mariage civil par rapport au mariage religieux)			
Proposition de loi	14368	269-1	
Modification de la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes, en vue d'interdire l'exportation de déchets nucléaires à destination d'Etats étrangers aux C.E.			
Proposition de loi	14436	340-1	
Modification de la loi du 9 juillet 1984 concernant l'importation, l'exportation et le transit de déchets en vue d'interdire l'exportation de déchets dangereux et toxiques à destination d'Etats étrangers aux C.E.			
Proposition de loi	14437	341-1	
Modification de la loi du 3 octobre 1983 portant création d'un « Fonds de survie pour le Tiers Monde » en vue d'assurer l'exécution des résolutions du Sénat et de la Chambre des Représentants sur le manifeste-appel des Prix Nobel contre l'extermination par la faim et sur la contribution que la Belgique doit apporter à cette action (Ordonnancement avant fin 1994)			
Proposition de loi	14450	356-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Aelvoet (Mme) (suite)			
Interdiction de l'importation de charbon sud-africain Proposition de résolution	14525	438-1	198
Nomination du Président du Sénat. — Tractations politiques			217
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			217-218
Politique de redressement économique			218, 219, 367
Coalition gouvernementale			219
Politique de l'emploi			218
Programmes alternatifs de mise au travail			218, 368
Maintien de la compétitivité des entreprises			218-219, 221
Répercussion de cette spirale de compétitivité sur l'emploi et sur l'environnement			219
Amélioration du fonctionnement du Parlement			219
Sécurité sociale et sécurité d'existence			219
Lutte contre la pauvreté. — C.P.A.S.			219
Augmentation du minimex			219
Intentions gouvernementales en ce qui concerne la construction d'une huitième centrale nucléaire			219-220, 367
Coopération au développement			220
Endettement des pays du tiers monde			220
Réglementation de l'exportation de pesticides dangereux			220
Politique de l'environnement			220
Interruption de grossesse			220, 367
Réforme de l'Etat			220-221, 367-368
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			221
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1986;			
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1987.			
Crédits: Affaires étrangères			
Situation en Afrique du Sud. — Délégations			381
Traité du Pôle Sud			381
Problème du traité des minerais			382
Traité de Canberra (Réglementation de la pêche)			382
Crédits: Coopération au développement			
Endettement des pays en voie de développement			397
Aide publique à la coopération au développement			397
Stratégies alimentaires dans les pays du tiers monde			397
Amélioration du transport dans les pays en voie de développement			397
Fonds de la survie. — FIDA			398
Octroi de subventions aux O.N.G.			398
Visite de la délégation de la S.A.D.C.C. (<i>Southern African Development Coordination Conference</i>)			398
Restructuration de l'A.G.C.D.			398
Sécurité des représentants de l' <i>African National Congress</i> à Bruxelles			677
Budget des Communications de l'année 1986;			
Budget des Communications de l'année 1987			
Projet T.G.V.			689
Sur la proposition de M. De Wulf tendant à modifier l'ordre du jour (Examen du projet sur les crédits provisoires)			718
Justification de vote			719
Exportation par la Belgique de déchets toxiques vers des pays du tiers monde			
Interpellation			719-721, 722-723
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des régions)			
Discussion des amendements			796
Révision de l'article 108 ^{ter} de la Constitution (Agglomération bruxelloise)			
Votes réservés			
Justification de vote			840
Justification de vote			842
Approbation des Actes internationaux suivants: 1. Accord entre les Etats-Unis et la Belgique, la R.F.A., l'Italie, les Pays-Bas et la Grande Bretagne et l'Irlande du Nord concernant les inspections dans le cadre du Traité entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, et Annexe; 2. Accord entre la Belgique et l'U.R.S.S. relatif aux inspections sur le territoire belge prévues par le Traité entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, conclu par échange de notes			986-987, 989
Justification de vote			1013
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1151-1154, 1166
Question préjudicielle (Majorité simple ou majorité spéciale requise pour l'adoption du projet)			1083, 1086
Discussion des articles			
Justification de vote			1216

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Aelvoet (Mme) (suite)			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			1375-1377, 1378
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			
Approbation de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, et des Annexes I et II			
Justification de vote			1553-1554
Aerts, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			11
Révision de l'article 47, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution, en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des Représentants)			743
Rapport	14054	100-4/2°	
Révision de l'article 48, alinéa 1 ^{er} de la Constitution (Constitution des collèges électoraux. — Suppression des mots « pour chaque province »)			743
Rapport	14055	100-5/2°	
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1139-1140
Akkermans, sénateur provincial d'Anvers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			6
Anthuenis, sénateur provincial de Flandre orientale			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Politique de l'emploi			335
Sécurité sociale et sécurité d'existence			336
Audit des mutuelles			336
Financement de la sécurité sociale			336
Réforme de la sécurité sociale			336-337
Budget des Voies et Moyens de l'année 1988;			
Budget de la Dette publique de l'année 1988			
Politique de l'emploi			951
Evolution du chômage			951
Concertation sociale			951
Maintien de la compétitivité des entreprises. — Norme de compétitivité			951-952
Assainissement financier de la sécurité sociale			952
Antoine, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			8, 9
Situation financière des villes et des communes			
Interpellation			873-874, 878
Mesures urgentes en matière d'enseignement			918-919

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Appeltans, sénateur provincial de Limbourg			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			11
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			225-226
Renforcement de la démocratie politique			
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1986;			
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1987			
Crédits: Affaires étrangères			
Disparition au Liban du docteur Jan Cools. — Démarches officielles			382-383
Budget des Communications de l'année 1986;			
Budget des Communications de l'année 1987			
Nuisances acoustiques que causera le <i>Maastricht Airport</i> à Beek			691-692
Budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année 1986;			
Budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année 1987;			
Ajustement du budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année 1985			
Restructuration et modernisation de la Régie des Postes			705-706
Plan dit « Poste 90 » (<i>Team Consult</i>)			705-706
Emploi au Limbourg. — Suppression du centre de tri de Hasselt X et de la direction régionale de Hasselt			706
Etablissement d'un bureau de distribution à Tongres au lieu de Saint-Trond			706
Reconversion industrielle du Limbourg			706
Mesures urgentes en matière d'enseignement			914-915
Arts, sénateur provincial de Limbourg			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			11
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1090-1092
Rapport	14463	371-2	
Question préjudicielle (Majorité simple ou majorité spéciale requise pour l'adoption du projet)			1085
Modification de l'article 101 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Inscription de l'hypothèque légale)			
Proposition de loi	14539	423-1	
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			579-580
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			631-632
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1351-1353
Aubecq, sénateur de l'arrondissement de Nivelles			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			7, 8
B			
Baert, sénateur coopté			
Vérification de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			20
Révision de l'article 108ter de la Constitution (Agglomération bruxelloise)			804-805
Rapport	14094	100-6/2°	
Poursuites à charge d'un membre du Sénat			
Rapport		334	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Baert (suite)			
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			492-495
Sur la demande de renvoi en commission de l'article 107ter par Mme Delruelle-Ghobert			474
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			521-522
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			594
Discussion des amendements			613
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			639-640
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des régions)			784-786
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme			1038-1041
Discussion des articles			1062, 1072, 1073, 1263, 1265
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			
Question préjudicielle (Majorité simple ou majorité spéciale requise pour l'adoption du projet)			1086
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1332-1334
Barzin, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			12, 13
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Assainissement des finances publiques			223-224
Réforme fiscale			224
Assouplissement du droit du travail (Engagement et désengagement de personnel). —			
Promotion de l'emploi dans les P.M.E.			224
Programmes alternatifs de mise au travail			224
Réforme de la sécurité sociale			224
Amélioration du fonctionnement de l'Onem			224-225
Déréglementation et simplification des formalités administratives			225
Contrôle de l'utilisation par les mutualités et les syndicats des fonds publics			225
Interventions de l'Etat dans le cadre des lois d'expansion économique			788-789
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des régions)			
Bascour, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			7, 8
Bayenet, sénateur coopté			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			20
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			543-544
Mesures urgentes en matière d'enseignement			911-912
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme			1052

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Belot, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			12, 13
Blanpain, sénateur de l'arrondissement de Louvain			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			7, 8
Modification des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires (« Programme Erasme ». — Intégration européenne. — Langues)			
Proposition de loi	14169	63-1	
Statut des artistes en matière de sécurité sociale (Artistes de spectacle. — Indépendants)			
Proposition de loi	14170	64-1	
Révision du titre II de la Constitution en vue d'insérer des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Droit de toute personne arrêtée d'être informée des accusations et d'avoir l'assistance d'un avocat)			
Texte proposé	14037	100-9/1°	
Révision du titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux			
Texte proposé	14041	100-10/1°	
Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Pension de retraite des C.M.T.)			
Proposition de loi	14223	117-1	
Plan d'urgence en vue de combattre le chômage des jeunes			
Proposition de loi	14224	118-1	
Modification du Règlement du Sénat en ce qui concerne les présentations de candidats à des places vacantes de conseiller à la Cour de cassation (Article 65bis)			
Proposition	14381	282-1	
Modification de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré (Référé-Astreinte)			
Proposition de loi	14443	347-1	
Approbation de la Charte sociale européenne du 18 octobre 1961 et du Protocole additionnel à la Charte du 5 mai 1988			
Proposition de loi	14459	381-1	
Protection, au niveau de la santé, de la vie privée des travailleurs (Secret professionnel médical)			
Proposition de loi	14466	382-1	
Modification de la loi du 19 juillet 1976 instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique et de la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics (Personnel enseignant et personnel des centres P.M.S.)			
Proposition de loi	14481	392-1	
Institution du congé politique pour les membres du personnel des services publics, en vue de l'exercice d'un mandat parlementaire ou ministériel			
Proposition de loi	14482	407-1	
Modification de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Réforme approfondie de la loi)			
Proposition de loi	14498	411-1	
Instruction judiciaire, interrogatoire, assignation à résidence et détention préventive (Droits de l'inculpé — Instauration du mandat d'assignation à résidence — Détention préventive: applicabilité; hébergement dans des maisons d'arrêt — Mise au secret — Responsabilité civile de l'Etat)			
Proposition de loi	14527	421-1	
Modification du C.I.R. en ce qui concerne les pensions alimentaires (Déductibilité)			
Proposition de loi	14535	447-1	
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1374-1375

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Blomme (Mme), sénateur coopté			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			20
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Développement des missions auxiliaires de l'armée. — Congé des animateurs de mouvements de jeunesse			349
Dégratation du patrimoine inoccupé du Fonds des bâtiments scolaires. — Inventaire			349
Instauration d'un système de congé politique pour les parlementaires			349
Répercussion de l'ouverture du grand marché européen sur l'emploi des femmes			349-350
Amnistie			350
Récant accord médico-mutualiste			1002-1003
Bock, sénateur provincial de Luxembourg, Secrétaire du Sénat			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			12
Modification du régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants (Assimilation des allocations à celles des salariés)			
Proposition de loi	14232	126-1	
Octroi aux travailleurs indépendants d'une pension de retraite et de survie au moins égale au montant annuel du revenu garanti aux personnes âgées			
Proposition de loi	14233	127-1	
Elu secrétaire du Sénat			32
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Politique de l'emploi			324-325
Politique de redressement économique			325
Assainissement des finances publiques			325
Réforme de l'Etat			325
Renforcement de l'Etat central			325
Accord sur Comines et Fourons			325-326
Statut social des indépendants			326
Octroi d'une pension de retraite au moins égale au revenu garanti aux personnes âgées			326
Augmentation des allocations familiales pour le premier enfant			326
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1140-1142
Bockstal, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Approbation de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, et des Annexes I et II			
Rapport oral			1395
Boël, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			8, 9
Personnification civile des syndicats ou autres associations groupant des patrons, des employés ou des ouvriers en vue de la défense de leurs intérêts professionnels			
Proposition de loi	14138	32-1	
Rapport concernant l'élection des sénateurs et sénateurs suppléants de la province de Namur			12-13
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Politique de l'emploi			302
Réforme fiscale			302-303
Réduction de la pression fiscale			302-303
Réforme de l'Etat			303
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			303
Réforme du Sénat			303
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			522
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			643
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des régions)			770-771
Mesures urgentes en matière d'enseignement			
Discussion des articles			935

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Boël (suite)			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1988;			
Budget de la Dette publique de l'année 1988			
Politique budgétaire			950, 951
Suppression de la vignette autoroutière			950
Suppression de la vente de pièces de monnaie-écus en or			950
Réforme fiscale			950, 951
Fuite des cerveaux			950
Déductibilité des frais professionnels			950
Privatisation d'entreprises publiques			950-951
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme			
Justification de vote			1274
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1418-1419
Borin, sénateur provincial de Brabant			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			8
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
« Europe 1992 »			348-349
Recherche scientifique			349
Entreprises publiques			349
Appel aux capitaux privés			349
Budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1987;			
Ajustement du budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1985;			
Ouverture de crédits au budget de l'Education nationale (Régime français) destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures;			
Budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1987;			
Ajustement du budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1985;			
Ouverture de crédits au budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures;			
Budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1987;			
Ajustement du budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1985			
Formation des enseignants chargés de dispenser l'enseignement fondamental			416-417
Borremans, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			8, 9
Instauration de la gratuité des lignes téléphoniques destinées à assurer la sécurité de la population			
Proposition de loi	14458	365-1	
Bosmans, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			5, 6
Accident nucléaire de Tchernobyl			
Deuxième rapport de la Commission d'information et d'enquête			90-92
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Politique énergétique			268-269
Intentions gouvernementales en ce qui concerne la construction d'une huitième centrale nucléaire			268, 269-270
Gaz naturel			268
Nouveau plan d'équipement du secteur de l'électricité			268
Lien entre la consommation d'électricité et l'emploi			269

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Bosmans (suite)			
Budget des Communications de l'année 1986;			688
Budget des Communications de l'année 1987			688
Restructuration des transports publics			688-689
S.N.C.B.			
Projet T.G.V.			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1422-1423
Bouchat, sénateur provincial de Namur			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			12, 13
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme			1037-1038
Bourgeois, sénateur provincial de Flandre occidentale			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			15
Buchmann, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			5, 6
Sauvegarde de la compétitivité de l'économie belge (Mesures de sauvegarde. — Procédure. — Interlocuteurs sociaux. — Rapports et avis du Conseil central de l'économie. — Abrogation de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix)			
Proposition de loi	14534	448-1	
Budget des Voies et Moyens de l'année 1988;			
Budget de la Dette publique de l'année 1988			
Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer			941, 942
Privatisation d'entreprises publiques			941-942
Busquin, Ministre des Affaires sociales			
Récent accord médico-mutualiste (Interpellation de M. Dierickx)			1006-1007
Récent accord médico-mutualiste (Interpellation de M. Peeters)			1006-1007
Modalités de paiement des allocations familiales (Question orale de Mme Delruelle-Ghobert)			1025-1026
Assujettissement à la sécurité sociale des travailleurs occupés dans un emploi à courte durée (Question orale de M. Désir)			
Voir : M. Delizée			
Fait que la partie deux du rapport de la Commission royale chargée de la codification, de l'harmonisation et de la simplification de la législation relative à la sécurité sociale n'a pas été déposée (Question orale de M. Deneir)			
Voir : Mme D'Hondt-Van Opendenbosch			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
C			
Capoen, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres, Secrétaire du Sénat (à partir du 16 mai 1988)			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			14, 15
Réduction, en faveur des familles nombreuses, de la taxe de circulation sur les voitures automobiles			
Proposition de loi	14173	67-1	
Modification des articles 14 et 21 de l'arrêté royal du 10 novembre 1971 relatif au prélèvement, à la préparation, à la conservation et à la délivrance des substances thérapeutiques sanguines d'origine humaine (Donneurs de sang. — Limite d'âge à 70 ans)			
Proposition de loi	14372	273-1	
Elu secrétaire du Sénat			199
Exportation par la Belgique de déchets toxiques vers des pays du tiers monde			721
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme			1045-1046
Promotion de la continuité des entreprises agricoles			1077
Cardoen, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			7, 8
Modification des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (Prime de bilinguisme)			
Proposition de loi	14375	276-1	
Complément à l'article 71 du C.I.R. (Déductibilité des dépenses faites en faveur des communes et destinées aux activités du secteur socio-culturel ou au sport)			
Proposition de loi	14376	277-1	
Abrogation de l'article 357 du C.I.R. (Prélèvement d'une remise de 3 p.c. pour frais d'administration sur le montant des taxes additionnelles communales à l'impôt des personnes physiques)			
Proposition de loi	14377	278-1	
Modification de la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public (Titulaires d'un ou de plusieurs mandats politiques ou publics)			
Proposition de loi	14392	293-1	
Modification du titre II, chapitre III et IV, de la loi communale (Révision de la loi communale)			
Proposition de loi	14402	307-1	
Complément à l'article 52 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Réduction des droits d'enregistrement pour les ventes de terrains à bâtir consenties à une personne bénéficiant d'une prime à la construction)			
Proposition de loi	14505	418-1	
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1270
Justification de vote			
Protection du monopole de la poste			1279-1280
Question orale			
Modification de la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit (cas où la période au cours de laquelle le mandat a été exercé, est inférieure à 60 mois)			1303
Cerexhe, sénateur coopté			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			20
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriation (Exécutifs régionaux)			
Rapport	14111	5-2	
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Extension des compétences des Régions à l'égard des administrations locales. — Tutelle administrative. — Communes à facilités. — Nomination du bourgmestre)			
Rapport	14287	182-2	
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et mesures d'économie quant au nombre des membres des exécutifs et des membres de leur cabinet			
Rapport	14289	184-2	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Cerexhe (suite)			
Fédéralisation des soins de santé			
Rapport	14290	185-2	
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Lois d'expansion économique — secteurs économiques nationaux. — Attribution des droits de succession aux Régions. — Clé de répartition des dotations aux Régions et Communautés)			
Rapport	14304	199-2	
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Compétence des Régions pour la tutelle administrative ordinaire en ce qui concerne la province de Brabant, les communes de la frontière linguistique et les communes à facilités)			
Rapport	14305	200-2	
Conseil de famille et tutelle			
Proposition de loi	14314	209-1	
Modification des articles 1341, alinéa premier, 1834, 1923, 1924, 1950 et 2074 du Code civil (Montant au-delà duquel la preuve par écrit est nécessaire)			
Proposition de loi	14315	210-1	
Modification des articles 440, alinéa premier, 472, alinéa premier, et 594, alinéa premier du Code de commerce (loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis), de l'article 3 des lois coordonnées sur le concordat judiciaire et de l'article 631, alinéa premier, du Code judiciaire (Faillites. — Cessation de paiement. — Domicile du failli)			
Proposition de loi	14316	211-1	
Modification des articles 494, alinéa premier, 533, alinéa premier et 561, alinéa 2, du Code de commerce (loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis) et insertion d'un article 495bis dans le Code de commerce (Meilleure information des créanciers)			
Proposition de loi	14317	212-1	
Insertion d'un article 1412bis dans le Code judiciaire (Saisie sur des biens du domaine public ou privé)			
Proposition de loi	14318	213-1	
Modification de l'article 71 de la loi communale (Publicité des séances des conseils communaux)			
Proposition de loi	14319	214-1	
Motivation formelle des actes administratifs			
Proposition de loi	14320	215-1	
Consultation, communication et publicité de certains documents administratifs			
Proposition de loi	14321	216-1	
Modification de l'article 24 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (Procédure devant la section d'administration. — Délai pour le dépôt du rapport de l'auditeur)			
Proposition de loi	14322	217-1	
Modification de certaines dispositions de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux a.s.b.l. et aux établissements d'utilité publique			
Proposition de loi	14331	227-1	
Modification des articles 1410 et 1412 du Code judiciaire (Saisie d'allocations sociales effectuée en vertu de créances alimentaires)			
Proposition de loi	14332	228-1	
Création d'un Centre national de la magistrature et nomination des magistrats			
Proposition de loi	14333	229-1	
Modification de l'article 299bis du C.I.R. et des articles 30bis et 30ter de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (Entrepreneurs non enregistrés. — Responsabilité de l'entrepreneur pour les dettes fiscales ou sociales du sous-traitant)			
Proposition de loi	14334	230-1	
Modification des articles 442, alinéa premier, 444, alinéa 2, 452, 468, 476, alinéa premier, et 528, alinéa premier, du Code de commerce (loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis) (Droits du failli)			
Proposition de loi	14369	270-1	
Création d'une commission nationale chargée de la coordination et de la simplification de la législation			
Proposition de loi	14370	271-1	
Absence et déclaration judiciaire de décès (Code civil. — Articles 12 et suivants)			
Proposition de loi	14386	287-1	
Modification de certaines dispositions du Code de commerce relatives aux curateurs de faillites (Accès à la fonction de curateur et étendue de leur pouvoir et de leur responsabilité)			
Proposition de loi	14387	288-1	
Modification des articles 1408 et 1498 du Code judiciaire (Biens qui ne peuvent être saisis)			
Proposition de loi	14388	289-1	
Loi relative aux archives			
Proposition de loi	14397	301-1	
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			
Rapport	14493	405-2	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Cerexhe (suite)			
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			522-524
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			581-582
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			637
Révision de l'article 108ter de la Constitution (Agglomération bruxelloise)			813-814
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1127-1128
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			1305-1308
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			
Chabert, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			7, 8
Claes, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires économiques et du Plan et Ministre de l'Education nationale (secteur néerlandais)			
Interprétation à donner à l'accord de gouvernement en matière de plan d'équipement en unités de production d'électricité (Interpellation de M. Lannoye)			853
Modalités et financement du rachat par l'Etat de certains outils sidérurgiques (Interpellation de M. Lannoye)			1289-1290
Nécessité et modifications éventuelles des dates en ce qui regarde les ventes en solde (Question orale de M. Content) Voir: M. Mainil			
Claeys, sénateur provincial de Flandre orientale			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Naturalisations Rapport	13934	222-2	
Naturalisations Rapport	14031	231-2	
Naturalisations Rapport	14359	342-2	
Clerdent (Baron), sénateur coopté			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			20
Révision de l'article 48, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution (Constitution des collèges électoraux. — Suppression des mots « pour chaque province »)			757-758
Amendement	14055	100-5/4 ^o	768-769
Discussion des amendements			
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1133-1136
Amendements	14463	371-21	1203, 1205
Discussion des articles			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Clerdent (Baron) (suite)			
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Accord sur Fourons et Comines			296-298
Extension des compétences de la Cour d'arbitrage. — Contrôle de la conformité des lois et décrets aux articles 6, <i>6bis</i> et 17 de la Constitution			298
Réforme du Sénat			298
Régionalisation de l'infrastructure et des travaux publics			298-299
Modernisation du Canal Albert			298-299
Projet T.G.V.			299
Révision de l'article 59 <i>bis</i> de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			582-583
Révision de l'article 47, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution, en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des Représentants)			757-758
Discussion des amendements			768-769
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1367-1369
Coëme, Ministre de la Défense nationale			
Octroi à un joueur de football d'un sursis d'appel et nouvelle option politique en matière d'octroi des sursis			
(Interpellation de M. Dierickx)			870-872
Retrait du mandat de délégué permanent du syndicat du personnel de la gendarmerie au président de celui-ci			
(Question orale de M. Janzegers)			1280
Collignon, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			9, 10
Faillites et concordats			
Proposition de loi	14205	99-1	
Protection de l'homme et de l'environnement contre les effets nocifs de l'amiante			
Proposition de loi	14337	234-1	
Modification de l'article 34 de la loi du 20 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975 (Utilisation de l'informatique par les pouvoirs subordonnés. — Tutelle administrative des Régions)			
Proposition de loi	14340	237-1	
Création d'un recours au profit des internés dont la demande de mise en liberté est rejetée et modification de la loi du 1 ^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude			
Proposition de loi	14341	238-1	
Création d'un Fonds pour la sécurité nucléaire			
Proposition de loi	14342	239-1	
Pensions du secteur public			
Proposition de loi	14347	244-1	
Cadre du greffe du tribunal de commerce de Huy			
Proposition de loi	14395	299-1	
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique, des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1087-1090
Rapport	14463	371-2	
Présentation de candidats pour des places vacantes de conseiller à la Cour de cassation. — Demande l'ajournement du scrutin			127

	DOCUMENTS		ANNEXES
	R. A	N°	Pages
Collignon (suite)			
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			247, 248, 249
Réforme de l'Etat			247, 248
Élargissement des compétences des Communautés et des Régions			247, 248
Statut de la Région de Bruxelles-Capitale			247
Pourparlers sur la formation du nouveau Gouvernement			247
Lutte contre la nouvelle pauvreté			248
Réforme fiscale			248
Entreprises publiques			248-249
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			248-249
Statut linguistique des bourgmestres et présidents de C.P.A.S.			249
Motivation des actes d'administration, publicité des documents administratifs et installation d'un ombudsman			249-250
Politique relative aux migrants			
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			486
Content, sénateur de l'arrondissement de Bruges			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			14, 15
Assimilation des allocations familiales des travailleurs indépendants à celles du régime des travailleurs salariés			
Proposition de loi	14244	138-1	
Octroi aux travailleurs indépendants d'une pension de retraite et de survie dont le montant est au moins égal à celui du revenu garanti aux personnes âgées			
Proposition de loi	14245	139-1	5-6
Rapport concernant l'élection des sénateurs et sénateurs suppléants de la province d'Anvers			996
Nécessité et modifications éventuelles des dates en ce qui regarde les ventes en solde			
Question orale			
Cooreman, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Introduction de la possibilité d'émission d'actions sans droit de vote, modification des limites maximales imposées au vote en assemblée générale, réduction des cas d'intervention d'un réviseur d'entreprises dans le cadre de certaines opérations et permission des pactes sociaux, par la modification des lois sur les sociétés commerciales coordonnées du 30 novembre 1935			
Proposition de loi	14124	18-1	
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Renonciation au statut)			
Proposition de loi	14373	274-1	
Réduction de l'accroissement de la dette par l'émission d'un emprunt lié à l'inflation			
Proposition de loi	14503	416-1	
Augmentation du nombre des juges suppléants (Article 87, alinéa 1 ^{er} , du Code judiciaire)			
Proposition de loi	14509	422-1	
Budget des Voies et Moyens de l'année 1988;			
Budget de la Dette publique de l'année 1988			942-943
Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer			942, 943, 944
Politique des pensions. — Situation financière du secteur			943, 944
Politique familiale. — Dénatalité			943, 944
Déductibilité fiscale pour l'aide ménagère			943
Amélioration de l'efficacité et de la productivité dans les administrations publiques			943
Pénurie de personnel au Ministère des Finances			943, 944
Fraude fiscale. — Régularisation			943
Réorganisation de l'I.N.S.			943
Encouragement des investissements			943-944
Relance du secteur de la construction. — Réduction des droits d'enregistrement			
Coorens (Mme), sénateur provincial de Hainaut			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			9

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Crucke, sénateur provincial de Flandre orientale			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
D			
Dalem, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			12, 13
De Backer, sénateur provincial d'Anvers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			6
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles	14493	405-8	
Amendement		405-10	
Amendements			
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Communautarisation de l'enseignement			350-351
Création du Conseil autonome de l'enseignement de l'Etat			350, 351, 352
Cours de religion et de morale			351
Egalité des réseaux d'enseignement			351
Gratuité de l'enseignement			351
Politique de l'enseignement			351-352
Financement de l'enseignement			352
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots «L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite» (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			517-519
Discussion des amendements			566, 567, 568
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1402-1403
De Batselier, Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, adjoint au Ministre des Réformes institutionnelles, J.L. Dehaene			
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des régions)			789-792
Discussion des amendements			795, 796, 797, 798
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			
Discussion des articles			1471-1472, 1473, 1474, 1477, 1478, 1479, 1481, 1482, 1483
De Belder, sénateur provincial de Brabant			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			8
Modification de la loi du 27 février 1984 relative à l'élection du Parlement européen (Répartition de sièges entres flamands et francophones)			
Proposition de loi	14329	225-1	
Approbation du Protocole au Traité conclu le 20 juin 1960 entre la Belgique et les Pays-Bas au sujet de l'amélioration du canal de Terneuzen à Gand et du règlement de quelques questions connexes			386
Rapport	13914	295-2	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
De Belder (suite)			
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Réforme de l'Etat. — Elargissement des compétences des Communautés et des Régions			322-323
Relations internationales			322-323, 324
Conclusion de traités et représentation auprès d'organismes internationaux			322-323
Problème de l'opposabilité des directives européennes aux Régions et Communautés			323
Commerce extérieur			323
Communautarisation de l'O.B.C.E.			323
Emploi des langues à l'A.G.C.D.			323
« Europe 1992 »			324
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1986;			
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1987			
Crédits: Affaires étrangères			
Elargissement des compétences des Communautés et des Régions			379
Conclusion de traités			379
Commerce extérieur			379, 380
Informatisation de l'O.B.C.E.			380
Personnel de l'O.B.C.E.			380
Statut des prospecteurs commerciaux			380
Coopération au développement			380, 381
Transfert de compétences			380
Révision de la liste des O.N.G.			380
Fonds de la survie			380-381
Prêts d'Etat à Etat			381
Transport pour l'aide au développement			381
Postes diplomatiques à l'étranger			380
Information des diplomates			380
Politique en matière d'immeubles et de logement			380
Crédits: Coopération au développement			
Transfert de compétences aux Communautés et aux Régions			396
Aide publique à la coopération au développement			396
Plus grande participation du secteur privé			396
Efficacité des O.N.G. — Politique de subventionnement			396
Coopération bilatérale et coopération multilatérale			396
Fonds de la survie. — FIDA			396
Cadre linguistique à l'A.G.C.D.			397
Transport pour l'aide au développement			397
Pensions des missionnaires flamands			397
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			596-599
Position du Gouvernement à l'égard de la proposition de créer en Europe une zone sans armes chimiques et une zone dénucléarisée			
Interpellation			854-856
Approbation des Actes internationaux suivants: 1. Accord entre les Etats-Unis et la Belgique, la R.F.A., l'Italie, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord concernant les inspections dans le cadre du Traité entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, et Annexe; 2. Accord entre la Belgique et l'U.R.S.S. relatif aux inspections sur le territoire belge prévues par le Traité entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, conclu par échange de notes			985-986
Point de vue du Gouvernement à propos des négociations menées par l'Afrique du Sud, l'Angola, Cuba et les Etats-Unis d'Amérique			
Question orale			1280
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1360-1362
Omission dans le rapport sur le projet de loi modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, d'une justification politique relative à une abstention			
Fait personnel			1378

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
De Beul, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			5, 6
Modification du Titre VII « De l'élection des sénateurs provinciaux et des sénateurs nommés par le Sénat » du Code électoral Proposition de loi	14171	65-1	
Intégration d'œuvres d'art dans les bâtiments des services publics ainsi que des établissements, associations et organismes subventionnés par l'Etat et situés dans la région de Bruxelles-Capitale Proposition de loi	14174	68-1	
Création d'une commission parlementaire permanente de contrôle des services de police, de la gendarmerie et de la section « sûreté de l'Etat » de l'Administration de la sûreté publique du Ministère de la Justice Proposition de loi	14206	101-1	
Rattachement d'une partie du territoire de la commune de Stabroek au territoire de la ville d'Anvers ainsi qu'échange de portions de territoire entre la commune de Stabroek et la ville d'Anvers Proposition de loi	14256	150-1	
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Augmentation du nombre des membres du conseil. — Vice-Président) Proposition de loi	14357	254-1	
Modification de la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse générale d'épargne et de retraite, en vue de doter d'institutions financières propres les entités visées à l'article 3, alinéa 2 de la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles (Scission de la C.G.E.R. et du Crédit communal en deux organismes communautaires) Proposition de loi	14382	283-1	
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1136-1137, 1153, 1154
De Bondt, sénateur provincial de Flandre orientale			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Intégration des Antilles néerlandaises dans le champ d'action de la coopération belge au développement Proposition de loi	14136	30-1	
Révision de l'article 107 ^{ter} de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement) Amendements	14091	100-3/6°	642
Discussion des amendements			646
Mesures urgentes en matière d'enseignement Amendements	14457	362-3	908-910
Discussion des articles			931, 932-933, 936
Transfert de certains membres du personnel du Fonds des routes aux services des exécutifs régionaux et au Ministère de la Région bruxelloise Proposition de loi	14465	393-1	
Rapport concernant l'élection des sénateurs et sénateurs suppléants de la province de Flandre occidentale			14-5
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 59 ^{bis} de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 107 ^{ter} de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			504-505
Sur la demande de renvoi en commission de l'article 107 ^{ter} par Mme Delruelle-Ghobert			474
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			528-530
Discussion des amendements			568
Révision de l'article 59 ^{bis} de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			599-600, 608-609
Discussion des amendements			610, 612
Votes réservés			
Justification de vote			658

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
De Bondt (suite)			
Budget des Communications de l'année 1986;			
Budget des Communications de l'année 1987			
Politique ferroviaire. — Développements ferroviaires			686-687
Investissements			686-687
Projet T.G.V.			686, 687
Aéroport de Bruxelles-National. — Nœud ferroviaire			687
Budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année 1986;			
Budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année 1987;			
Ajustement du budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année 1985			
Régie des Postes			703-704
Plan dit « Poste 90 » (<i>Team Consult</i>)			703
« Europe 1992 »			703
Transformation de la Régie en une société anonyme. — « Filialisation »			703
Centre de tri Charleroi X			703
Politique de personnel			703, 704
Travail à temps partiel			703
Lutte contre les absences au travail			704
R.T.T.			704
Réforme de la législation en matière de télécommunications			704
Autonomie de gestion			704
Transformation de la Régie en une société anonyme			704
Recherche scientifique. — Contrat avec une firme privée			704
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			
Justification de vote			1269-1270
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1407-1409
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			
Discussion des articles			1459
De Bremaeker, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			5, 6
Normalisation des prestations du personnel militaire			
Proposition de loi	14323	218-1	
Eligibilité des militaires en service actif			
Proposition de loi	14324	219-1	
Approbation de l'Accord maritime entre l'U.E.B.L. et le Bénin			127-128
Rapport	13915	263-2	
Approbation de l'Accord maritime entre l'U.E.B.L. et la Mauritanie			
Rapport	13916	264-2	
Ouverture de crédits provisoires pour les mois d'avril, mai et juin de l'année 1988			66
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Réforme fiscale			258-259
Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer			259
Budget des Voies et Moyens de l'année 1988;			
Budget de la Dette publique de l'année 1988			
Politique budgétaire			945
Assainissement des finances publiques			945-946
Dépôt tardif des budgets			945
Réforme fiscale			946

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Declerck, sénateur provincial de Flandre occidentale			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			15
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Politique des classes moyennes et des P.M.E.			337-338
Statut social des indépendants			338
Allocations familiales			338
Pensions			338
Mesures en faveur des femmes enceintes et des épouses aidantes			338-339
Simplification des formalités administratives. — Commission « Comform »			338
Investissements publics. — Commandes publiques			338
Achats militaires			338
Commerce extérieur			338
Politique de l'emploi			338
Cotisation de consolidation des indépendants			338
Politique fiscale			339
Impôts des sociétés			339
Réforme fiscale			339
Decléty, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath-Mouscron			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			8, 9
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			
Amendements	14463	371-7	1154-1156
Amendements		371-8	
Amendements		371-16	
Amendements		371-17	
Amendement		371-25	
Discussion des articles			1175-1176
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Accord sur Comines et Fourons			321, 322
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1411-1413
de Clippele, sénateur provincial de Brabant, Troisième Vice-Président du Sénat			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment d'abord en français, ensuite en néerlandais et en allemand			8
Situation fiscale du conjoint aidant			
Proposition de loi	14273	168-1	
Modification du Code de la T.V.A. en faveur du secteur de l'automobile (Déductibilité de la T.V.A.)			
Proposition de loi	14511	424-1	
Suppression du paiement obligatoire d'un acompte pour une certaine catégorie d'assujettis à la T.V.A. (Assujettis dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 100 millions de francs)			
Proposition de loi	14512	425-1	
Complément à l'article 119 du C.I.R. en vue de relancer le capital à risque (Actualisation du capital social à rembourser)			
Proposition de loi	14513	426-1	
Modification du C.I.R. en ce qui concerne les versements anticipés (Indépendants. — Date des versements)			
Proposition de loi	14514	427-1	
Modification de l'article 64 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, se rapportant aux commissaires-reviseurs			
Proposition de loi	14515	428-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
de Clippele (suite)			
Modification de l'article 54 du Code des droits de succession (Abattement pour les mineurs qui viennent directement à la succession de leurs grands-parents) Proposition de loi	14516	429-1	
Modification du Code des droits de succession (Legs du conjoint survivant à des parents ou alliés du prémourant) Proposition de loi	14517	430-1	
Abrogation de l'article 307bis du Code civil relatif à la pension alimentaire après divorce (Séparation de fait de plus de 5 ans) Proposition de loi	14518	431-1	
Modification des articles 45 et 188 du C.I.R. au sujet de l'imputation du précompte immobilier (Imputation complète) Proposition de loi	14519	432-1	
Modification de l'article 143 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Suppression des droits d'enregistrement pour les jugements portant condamnation de l'Etat, des Communautés ou des Régions) Proposition de loi	14520	433-1	
Modification des lois coordonnées sur la milice pour améliorer la situation des enfants adoptables Proposition de loi	14521	434-1	
Modification de l'article 142 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales (Cession de parts de sociétés coopératives représentant des apports ne consistant pas en numéraire) Proposition de loi	14522	435-1	
Abrogation de l'article 1260 du Code judiciaire concernant la durée de la procédure en divorce pour cause déterminée (Délai d'attente) Proposition de loi	14523	436-1	
Modification, en matière d'appareils de levage, de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail (Ascenseurs d'immeubles privés. — Concierges) Proposition de loi	14524	437-1	
Elu troisième vice-président du Sénat			32
De Cooman, sénateur coopté			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			20
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			270
Politique de redressement économique			270-271
P.M.E.			270
Emploi. — Engagement de jeunes travailleurs. — Réduction des cotisations patronales			270
Réforme fiscale. — Déduction pour investissements			270
Statut social de l'épouse aidante			270-271
Allocation de maternité			271
Commerce extérieur			271
O.B.C.E.			271
Rôle des P.M.E.			271
Pays de l'Est			271
Projet de loi sur les pratiques du commerce et la protection du consommateur			271
Analyse coûts-bénéfices des investissements portuaires			271
Port de Gand. — Négociations avec les Pays-Bas. — Construction d'une nouvelle écluse à Terneuzen			271-272
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			
La majorité spéciale prévue à l'article 59bis, § 4 de la Constitution n'est pas nécessaire pour l'adoption du projet concernant les communes à statut linguistique spécial			1085-1087
Motion			
Dehaene, Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles			
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			482, 508-511

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Dehaene (suite)			
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés) Discussions des amendements			568
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			606-607
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement) Discussion des amendements			643-644 645, 646, 647
Budget des Communications de l'année 1986; Budget des Communications de l'année 1987 Régionalisation des communications			692
Autonomie et responsabilisation des entreprises publiques du secteur des transports			692
Libéralisation du transport routier pour 1992			692
Projet T.G.V.			692
Nuisances acoustiques que causera le <i>Maastricht Airport</i> à Beek			692-693
Nuisances acoustiques nocturnes à l'aéroport de Bruxelles-National (Interpellation de M. Désir)			692-693
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1162-1165, 1167, 1168
Question préjudicielle (Majorité simple ou majorité spéciale requise pour l'adoption du projet)			1083
Nuisances acoustiques dues à l'augmentation du trafic de nuit à l'aéroport de Bruxelles-National (Question orale de M. Vandenhautte) Voir: Mme D'Hondt-Van Opdenbosch			
Dehousse, sénateur de l'arrondissement de Liège			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			9, 10
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés) Votes réservés			652
Justification de vote			
Révision de l'article 47, alinéa 1 ^{er} de la Constitution, en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des représentants) Discussion des amendements			774
Justification de vote			875-876
Situation financière des villes et des communes			
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1142-1143
Discussion des articles			
Justification de vote			1216
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles Discussion des articles			1433-1434, 1453
De Keersmaecker, Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture, adjoint au Ministre des Relations extérieures			
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme Sur la demande de renvoi en commission par M. Pede Discussion des articles			1035, 1054-1056 1032 1066, 1073, 1265, 1266 1077
Promotion de la continuité des entreprises agricoles			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Delizée, Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés, adjoint au Ministre des Affaires sociales et, en ce qui concerne le Fonds national de reclassement social des handicapés, au Ministre de l'Emploi et du Travail			
Assujettissement à la sécurité sociale des travailleurs occupés dans un emploi à courte durée (Question orale de M. Désir)			733
Conséquences de l'application de la loi du 27 février 1987 sur les allocations aux handicapés (Question orale de M. Deneir)			734
Situation du centre anti-poison (Question orale de M. Hasquin) Voir: Mme D'Hondt-Van Opdenbosch			
Tutelle sanitaire sur les travailleurs médico-sociaux de l'Office de la naissance et de l'enfance (Question orale de Mme Delruelle-Ghobert) Voir: Mme D'Hondt-Van Opdenbosch			
 Delloy, sénateur provincial de Hainaut			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			9
Récemment accord médico-mutualiste			1004-1005
 De Loor, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Complément à la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures (Souhait du défunt d'être incinéré. — Inscription dans le registre de la population) Proposition de loi	14364	260-1	
Complément à l'article 84 de la loi communale relatif à la nomination des membres du personnel communal (Domicile) Justification de vote			858
Modification de la loi électorale communale coordonnée le 4 août 1932 (Article 22bis. — Numéros d'ordre) Rapport oral			1030
 Delruelle-Ghobert (Mme), sénateur de l'arrondissement de Liège			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			9, 10
Modification des articles 1481 à 1488 du Code judiciaire (Procédure de saisie en contrefaçon) Proposition de loi	14127	21-1	
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement) Amendements	14091	100-3/3°	627-630, 631
Discussion des amendements			646
Révision de l'article 47, alinéa 1er, de la Constitution, en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des représentants) Amendement	14054	100-4/4°	745-747
Discussion des amendements			768
Justification de vote			773-774
Demande le renvoi en commission afin de pouvoir être mis au courant d'un avis du Conseil d'Etat			739, 740
Décumul intégral et irréversible des revenus des époux Proposition de loi	14213	107-1	
Modification du régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants (Assimilation des allocations à celles des salariés) Proposition de loi	14232	126-1	
Octroi aux travailleurs indépendants d'une pension de retraite et de survie au moins égale au montant annuel du revenu garanti aux personnes âgées Proposition de loi	14233	127-1	
Protection des débilés mentaux légers (Code civil) Proposition de loi	14365	261-1	

	DOCUMENTS		ANNALES <i>Pages</i>
	R. A	N°	
Delruelle-Ghobert (Mme) (suite)			
Modification de l'article 55 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse (Consultation des pièces du dossier par la partie civile) Proposition de loi	14404	309-1	
Création d'un Institut des juristes d'entreprise Proposition de loi	14411	316-1	
Complément à la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit (Dancings et salles de spectacles. — Contrôle) Proposition de loi	14412	317-1	
Information sur le choix des études Proposition de loi	14413	318-1	
Modification du régime des versements anticipés imposés aux indépendants et chefs de P.M.E. Proposition de loi	14414	319-1	
Accueil du troisième enfant dans les familles (Mère au foyer. — Rémunération fictive) Proposition de loi	14415	320-1	
Nomination du Président du Sénat. — Tractations politiques Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			198
Désignation du Premier ministre. — Tractations politiques. — Respect du prescrit constitutionnel			199, 362
Politique économique et sociale			200-202
Politique de redressement économique			200, 201, 366
Politique de l'emploi			201, 203
Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer			201, 203
Nouvelle coalition gouvernementale			200
Départ de certains ministres vers d'autres fonctions			200, 366
Réforme fiscale			202-203, 366
Réformes institutionnelles			203-205, 366
Compétences et financement des Communautés et Régions			204, 366
Non-fusion des Exécutifs de la Communauté française et de la Région wallonne			204
Communautarisation de l'enseignement			204
Politique économique			366
Statut de la Région de Bruxelles-Capitale. — Financement			204-205
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			205-206
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots «L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite» (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			482-485
Demande l'ajournement du débat			467
Demande le renvoi en commission de l'article 107ter			474
Tenue de séances de commissions pendant les séances plénières du Sénat			526
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots «L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite» (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			
Sur la demande de Mme Herman-Michielsens (Réponse du Gouvernement en ce qui concerne l'inscription d'exceptions dans l'article 59bis)			528
Demande une suspension de séance			540
Votes réservés			
Justification de vote			649
Tutelle sanitaire sur les travailleurs médico-sociaux de l'Office de la naissance et de l'Enfance			
Question orale			626
Sur la proposition de M. De Wulf tendant à modifier l'ordre du jour (Examen du projet sur les crédits provisoires)			
Justification de vote			719
Ouverture de crédits provisoires pour les mois de juillet, août, septembre et octobre de l'année 1988			
Justification de vote			732
Révision de l'article 48, alinéa 1 ^{er} de la Constitution (Constitution des collèges électoraux. — Suppression des mots «pour chaque province»)			745-747
Demande le renvoi en commission afin de pouvoir être mis au courant d'un avis du Conseil d'Etat			739, 740
Budget des Voies et Moyens de l'année 1988;			
Budget de la Dette publique de l'année 1988			
Assainissement des finances publiques et politique budgétaire			940-941
Effet boule de neige de la dette publique			941
Modalités de paiement des allocations familiales			
Question orale			1025
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme			1034-1035

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Delruelle-Ghobert (Mme) (suite)			
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1092-1094, 1122
Question préjudicielle (Majorité simple ou majorité spéciale requise pour l'adoption du projet (Article 59bis, § 4, de la Constitution. — Modification de la législation sur l'emploi des langues en matière administrative). — Demande un vote préalable sur la question			1082
Discussion des articles			1183, 1187, 1195, 1198
Justification de vote			1268
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1316-1317
Justification de vote			1556
Deneir, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Complément à la loi du 1 ^{er} avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure (Délai de prescription pour les actions intentées par les bateliers)			
Proposition de loi	14141	35-1	
Modification de l'article 10 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs (Intérêt sur une rémunération exigible)			
Proposition de loi	14142	36-1	
Extension au parent travaillant à domicile du bénéfice de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail			
Proposition de loi	14267	161-1	
Complément aux articles 24 et 36 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (Taux d'incapacité de travail permanente. — Travailleur occupé chez plusieurs employeurs)			
Proposition de loi	14268	162-1	
Modification de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail (Faute grave. — Exclusion du droit à la rémunération garantie en cas de maladie)			
Proposition de loi	14269	163-1	
Fait que la partie deux du rapport de la Commission royale chargée de la codification, de l'harmonisation et de la simplification de la législation relative à la sécurité sociale n'a pas été déposée			624
Question orale			
Conséquences de l'application de la loi du 27 février 1987 sur les allocations aux handicapés			734
Question orale			
Deprez, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			14, 15
Ouverture de crédits provisoires pour les mois d'avril, mai et juin de l'année 1988			58
Rapport	14212	167-2	
Modification de la taxation des revenus des terrains donnés en location à des agriculteurs			741, 742
Rapport	14379	280-2	
Ouverture de crédits provisoires pour les mois de juillet, août, septembre et octobre de l'année 1988			723-724
Rapport	14435	348-2	
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Politique de l'emploi			256-257
Promotion et revalorisation de l'enseignement technique et professionnel			256
Apprentissage industriel			256
Suppression des cotisations patronales pour les travailleurs faiblement qualifiés			256-257
Organisation plus flexible du travail			257
Maintien de la compétitivité des entreprises			257
Enseignement universitaire en Flandre occidentale. — Candidatures en sciences économiques			257

	DOCUMENTS		ANNÉES
	R. A	N°	Pages
de Seny, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			9, 10
Déclaration et publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse (Offre publique d'achat)			
Proposition de loi	14153	47-1	
Instauration d'une taxe sur les huiles végétales			
Proposition de loi	14346	243-1	
Modification de l'article 34 de la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire (Directeurs d'abattoirs qui sont en même temps experts des viandes)			
Proposition de loi	14349	246-1	
Modification de la taxation des revenus des terrains donnés en location à des agriculteurs			741-742
Proposition de loi	14379	280-1	
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Réforme fiscale. — Effets bénéfiques sur la relance de l'économie			293-294
Cotisation de solidarité des indépendants			294
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			294
Transfert aux Communautés du soutien de la presse			294
Réforme de l'Etat			294
Instauration du référendum			294
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme			1041-1043
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			1359-1360
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1557
Justification de vote			
De Seranno, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout, Questeur du Sénat			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			5, 6
Modification, en ce qui concerne la reprographie, de la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur			
Proposition de loi	14128	22-1	
Réglementation des activités des agents immobiliers			
Proposition de loi	14129	23-1	
Elu questeur du Sénat			32
Modification de la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit (Cas où la période au cours de laquelle le mandat a été exercé, est inférieure à 60 mois)			1303, 1304
Désir, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			7, 8
Protection du vendeur en cas de faillite de l'acheteur			
Proposition de loi	14130	24-1	
Modification de l'article 16 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Exemption. — Prestations en qualité d'agent auxiliaire de la police communale)			
Proposition de loi	14131	25-1	
Insertion dans le Code civil d'un article 171bis instituant le mariage posthume			
Proposition de loi	14132	26-1	
Dénomination de l'aéroport national			
Proposition de loi	14133	27-1	
Autorisation du port du nom d'un des conjoints après divorce			
Proposition de loi	14134	28-1	
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			
Amendement	14038	100-1/11°	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Désir (suite)			
Suppression de la limitation du cumul entre l'exercice de la profession d'architecte indépendant et la fonction de professeur d'architecture Proposition de loi	14208	103-1	
Uniformisation des normes de création, de maintien et de subvention des emplois dans l'enseignement sur le territoire de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale Proposition de loi	14209	104-1	
Instauration du travail au profit de la communauté comme peine de substitution Proposition de loi	14210	105-1	
Modification de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions (22 long rifle) Proposition de loi	14216	110-1	
Emploi des langues dans les assemblées délibérantes des communes dotées d'un statut linguistique propre ou spécial Proposition de loi	14361	257-1	
Statut du canton de Fouron Proposition de loi	14362	258-1	
Modification de l'article 24, § 2, de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (Prolongation du délai dans lequel la Commission nationale permanente du pacte culturel doit émettre un avis) Proposition de loi	14393	294-1	
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles Amendement	14493	405-46	
Sous-amendement		405-47	
Amendement		405-48	
Amendements		405-49	
Amendement		405-50	
Discussion des articles			1435, 1448, 1460, 1473, 1475, 1481
Rapport concernant l'élection des sénateurs et sénateurs suppléants de la province de Luxembourg			11-12
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement) Protestation contre l'élimination des commissions des groupes qui ne sont pas suffisamment nombreux			221
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			221-222-223, 368
Statut de la Région de Bruxelles-Capitale			222, 223
Moyens financiers			223, 368
Diminution de la pression fiscale			223
Certains problèmes d'application des A.R. d'exécution de la loi du 11 février 1986 sur la police communale, de même que l'opportunité de prendre en considération les résultats publiés par l'audit réalisé par la S.A. <i>Team Consult</i>			666-668
Nuisances acoustiques nocturnes à l'aéroport de Bruxelles-National Interpellation			689-690, 693
Application à la zone économique bruxelloise du plan dit « Poste 90 » (<i>Team consult</i>) Interpellation			704-705, 707
Assujettissement à la sécurité sociale des travailleurs occupés dans un emploi à courte durée Question orale			733
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1345-1346
Justification de vote			1557
Desmedt, sénateur provincial de Brabant			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			8
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés) Amendement	14038	100-1/11°	
Discussion des amendements			558
Votes réservés			
Justification de vote			652

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Desmedt (suite)			
Révision de l'article 107 ^{ter} de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement) Amendement Discussion des amendements	14091	100-3/5°	647 820-821
Révision de l'article 108 ^{ter} de la Constitution (Agglomération bruxelloise) Amendement Discussion des amendements	14094	100-6/5°	831
Complément à l'article 4 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive (Mise du dossier à la disposition du conseil de l'inculpé avant la comparution devant la chambre du conseil) Proposition de loi	14352	249-1	
Interdiction de la publication de l'identité de personnes soupçonnées ou inculpées de crimes et délits Proposition de loi	14353	250-1	
Emploi des langues dans les assemblées délibérantes des communes dotées d'un statut linguistique propre ou spécial Proposition de loi	14361	257-1	
Statut du canton de Fouron Proposition de loi	14362	258-1	
Abrogation de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité Proposition de loi	14400	304-1	
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux Amendements Discussion des articles	14463	371-6	1128-1130 1188-1189, 1195, 1197-1198, 1202 1269
Justification de vote Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles Amendement Amendement Amendements Amendement	14493	405-46 405-48 405-49 405-50	
Déclaration du Gouvernement (Accord de Gouvernement) Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise Statut de la Région de Bruxelles-Capitale Mandataires des communes et des C.P.A.S. Réforme fiscale Justice. — Réformes			292, 293 292-293 292-293 293 293
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés); Révision de l'article 59 ^{bis} de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés); Révision de l'article 107 ^{ter} de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			498-500
Date de début des travaux à la voirie de la Rue de Stalle à Uccle Question orale			733-734
Révision de l'article 47, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution, en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des Représentants); Révision de l'article 48, alinéa 1 ^{er} de la Constitution (Constitution des collègues électoraux. — Suppression des mots « pour chaque province »)			749-750
de Wasseige, sénateur coopté			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			20
Création d'une commission d'information, chargée d'examiner et d'apprécier les dispositions relatives à la sécurité dans le domaine nucléaire ainsi que les mesures d'information et de protection des populations et les dispositifs d'évacuation en cas d'augmentation de la radio-activité sur le territoire du Royaume Proposition de résolution	14219	113-1	
Modification de et complément à la législation relative aux pensions et rentes des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit Rapport	13939	368-2	967
Ouverture de crédits provisoires pour les mois d'avril, mai et juin de l'année 1988			58-59

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
de Wasseige (suite)			
Accident nucléaire de Tchernobyl			84-86, 95
Deuxième rapport de la Commission d'information et d'enquête			
Déclaration du Gouvernement (Accord de Gouvernement)			
Amnistie			331
Politique de l'emploi			331
Réduction des charges sociales patronales			331
Assainissement des finances publiques			331-332
Sécurité sociale			332
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			332-333
Ouverture de crédits provisoires pour les mois de juillet, août, septembre et octobre de l'année 1988			
Modification de la taxation des revenus des terrains donnés en location à des agriculteurs			725-726
Révision de l'article 47, alinéa 1 ^{er} de la Constitution, en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des Représentants)			742
Discussion des amendements			
Justification de vote			773
Budget des Voies et Moyens de l'année 1988;			
Budget de la Dette publique de l'année 1988			
Politique économique et budgétaire			944
Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer			944-945
S.N.C.B.			945
Réduction de l'effet boule de neige de la dette publique			945
Paiement des aides à la presse écrite pour l'année 1988			
Question orale			1026
Promotion de la continuité des entreprises agricoles			1077
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1160-1162
Modalités et financement du rachat par l'Etat de certains outils sidérurgiques			1288-1289
Deworme, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neuf-château-Virton, Secrétaire d'Etat à l'Energie, adjoint au Ministre des Affaires économiques			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			11
De Wulf, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			7, 8
Propose de modifier l'ordre du jour (Examen du projet sur les crédits provisoires)			718
D'Hondt-Van Opdenbosch (Mme), sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost, Ministre des Travaux publics			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Hommage à la mémoire du Vicomte Gaston Eyskens, Ministre d'Etat			35-36
Travaux à exécuter d'urgence à Ensival sur l'autoroute Verviers-Prüm			
(Question orale de M. Grosjean)			456-457
Nuisances acoustiques dues à l'augmentation du trafic de nuit à l'aéroport de Bruxelles-National			
(Question orale de M. Vandenhoute)			622-623
Dispense de paiement de la redevance radio-télévision accordée aux personnes auxquelles une invalidité ou incapacité de travail d'au moins 80 p.c. a été reconnue			
(Question orale de M. Vandenhoute)			623
Paiement de la redevance radio et télévision en cas de détention d'appareils dans des résidences secondaires			
(Question orale de M. Vandenhoute)			623-624
Fait que la partie deux du rapport de la Commission royale chargée de la codification, de l'harmonisation et de la simplification de la législation relative à la sécurité sociale n'a pas été déposée			
(Question orale de M. Deneir)			624

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
D'Hondt-Van Opend Bosch (Mme) (suite)			
Situation du centre anti-poison (Question orale de M. Hasquin)			624-625
Projets du Gouvernement en matière de traitement de déchets toxiques, en particulier des composés organo-chlores (Question orale de M. Lannoye)			625
Tutelle sanitaire sur les travailleurs médico-sociaux de l'Office de la naissance et de l'Enfance (Question orale de Mme Delruelle-Ghobert)			626
Date de début des travaux à la voirie de la Rue de Stalle à Uccle (Question orale de M. Desmedt)			734
Didden, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			11
Modification de la loi du 28 mai 1971 portant création et fonctionnement de l'« Universitair Centrum Limburg » (Candidatures) Proposition de loi	14383	284-1	
Prorogation de certaines mesures prévues par la loi de redressement du 31 juillet 1984 (Sociétés de reconversion) Proposition de loi	14398	302-1	
Mesures urgentes en matière d'enseignement Rapport	14457	362-2	906-907
Amendement		362-4	
Sous-amendement		362-7	
Discussion des articles			934, 936
Accident nucléaire de Tchernobyl Deuxième rapport de la Commission d'information et d'enquête			86-87
Budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1987;			
Ajustement du budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1985;			
Ouverture de crédits au budget de l'Education nationale (Régime français) destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures;			
Budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1987;			
Ajustement du budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1985;			
Ouverture de crédits au budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures;			
Budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1987;			
Ajustement du budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1985			
Accroissement de l'autonomie de l'enseignement fondamental			413
Suppression de la nomination à titre définitif du personnel d'entretien des écoles de l'Etat			413
Services de l'Etat à gestion autonome			414
Encadrement dans l'enseignement secondaire			414
Expérience de l'enseignement à temps partiel			414
Obligation scolaire			414
Enseignement de promotion sociale			414
Indexation des droits d'inscription à l'université			414, 418
Création d'un grade scientifique dans l'enseignement de l'architecture à la R.U.G.			414
Motifs européens			414
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1143-1145
Diegenant, sénateur provincial de Brabant			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			8
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie Proposition de loi	14491	400-1	
Ouverture de crédits provisoires pour les mois d'avril, mai et juin de l'année 1988			65-66
Accident nucléaire de Tchernobyl Deuxième rapport de la Commission d'information et d'enquête			93-94

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Diegenant (suite)			
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			312, 314
« Europe 1992 »			312
Politique économique et sociale			312-314
Réforme de l'Etat			
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			313
Statut de la Région de Bruxelles-Capitale			313, 314
Communes bruxelloises. — Tutelle administrative			313
Financement des Communautés et Régions. — Clé de répartition			313-314
Fusion des communes bruxelloises			313
Aspects communautaires de l'A.M.I.			314
Budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1987;			
Ajustement du budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1985;			
Ouverture de crédits au budget de l'Education nationale (Régime français) destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures;			
Budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1987;			
Ajustement du Budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1985;			
Ouverture de crédits au budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures;			
Budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1987;			
Ajustement du budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1985			416
Education physique à l'école			416-419
Encouragement de la pratique du sport à l'école			
Politique menée par le Gouvernement belge pour assurer la qualité des eaux du bassin mosan			1017-1018
Modification de l'article 25 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Prestations de kinésithérapie et de physiothérapie)			1387-1389
Dierickx, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			5, 6
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Limitation)			
Proposition de loi	14196	90-1	
Abrogation de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, modifiée par la loi du 1 ^{er} juillet 1964			
Proposition de loi	14197	91-1	
Modification de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Habilitation des organismes assureurs à ester en justice pour la défense des intérêts de leurs membres)			
Proposition de loi	14198	92-1	
Abrogation de l'article 106 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976 (Cotisation au régime de la sécurité sociale des médecins hospitaliers)			
Proposition de loi	14199	93-1	
Octroi de la garantie aux collaborateurs professionnels de la presse cités à comparaître du droit de taire leurs sources (Code d'instruction criminelle)			
Proposition de loi	14200	94-1	
Complément à la loi du 12 août 1911 pour la conservation de la beauté des paysages (Habilitation d'organismes d'intérêt public et d'a.s.b.l. à ester en justice)			
Proposition de loi	14201	95-1	
Complément à la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites (Habilitation d'organismes d'intérêt public et d'a.s.b.l. à ester en justice)			
Proposition de loi	14202	96-1	
Complément à la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature (Habilitation d'organismes d'intérêt public et d'a.s.b.l. à ester en justice)			
Proposition de loi	14203	97-1	
Création d'un institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services (Travaux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité)			
Proposition de loi	14204	98-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Dierickx (suite)			
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre: toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			536-537, 552, 553
Amendement	14038	100-1/6°	
Amendement		100-1/7°	
Amendement		100-1/8°	
Amendement		100-1/9°	
Discussion des amendements			555, 558
Votes réservés			
Justification de vote			652
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			588-589, 607-608
Amendement	14069	100-2/6°	
Révision de l'article 108ter de la Constitution (Agglomération bruxelloise)			822-823
Amendements	14094	100-6/3°	
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des Régions)			
Amendement	14099	100-7/3°	
Loyauté dans la communication et courtoisie linguistique requises dans l'exercice de certains mandats politiques des pouvoirs subordonnés dans l'agglomération bruxelloise et les communes à statut linguistique spécial			
Proposition de loi	14207	102-1	
Création d'un Centre d'étude et de concertation sur la démocratie et le fédéralisme (Relations entre Régions et Communautés linguistiques. — Adaptation de la démocratie et du régime parlementaire)			
Proposition de loi	14211	106-1	
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			
Amendements	14493	405-43	
Amendement		405-45	
Discussion des articles			1471, 1472, 1478-1479
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			495-498
Sur la demande de renvoi en commission de l'article 107ter par Mme Delruelle-Ghobert			475
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			642-643
Votes réservés			
Justification de vote			660
Révision de l'article 47, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution, en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des Représentants);			
Révision de l'article 48, alinéa 1 ^{er} de la Constitution (Constitution des collèges électoraux. — Suppression des mots « pour chaque province »)			747-749, 766-767
Octroi à un joueur de football d'un sursis d'appel et nouvelle option politique en matière d'octroi des sursis			
Interpellation			867-869, 872
Justification de vote			1014
Récant accord médico-mutualiste			
Interpellation			997-998, 1007
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1102, 1124-1127, 1153, 1161
Question préjudicielle (Majorité simple ou majorité spéciale requise pour l'adoption du projet)			1085
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1398-1401

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Dillen, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			5, 6
Octroi de la personnalité civile aux organisations syndicales			
Proposition de loi	14184	78-1	
Abrogation et interdiction des taxes ou droits sur le personnel occupé			
Proposition de loi	14185	79-1	
Modification de l'article 15 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie (Critères à suivre en cas de licenciement ou d'embauchage. — Fixation des dates des vacances annuelles. — Priorités au soutien de famille)			
Proposition de loi	14186	80-1	
Scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde et suppression du régime applicable en ce qui concerne l'emploi des langues en matière administrative dans les six communes périphériques de Bruxelles-Capitale			
Proposition de loi	14187	81-1	
Scission de la gendarmerie (Création d'une gendarmerie flamande distincte)			
Proposition de loi	14188	82-1	
Certaines mesures concernant les films d'horreur (Taxe spéciale)			
Proposition de loi	14189	83-1	
Institution de la suspension à vie pour les médecins qui auront été condamnés pour avoir provoqué un avortement			
Proposition de loi	14190	84-1	
Modification du titre VII, chapitre V « De l'attentat à la pudeur et du viol » du Code pénal (Enfants)			
Proposition de loi	14191	85-1	
Modification de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire (Mandataires publics)			
Proposition de loi	14192	86-1	
Interdiction de la construction d'une ligne de chemin de fer à grande vitesse selon un tracé entièrement ou partiellement nouveau (T.G.V.)			
Proposition de loi	14193	87-1	
Organisation dans l'enseignement fondamental de cours destinés à éveiller l'esprit de défense et à inculquer aux jeunes la rigueur morale et intellectuelle ainsi que le sens de l'ordre et de l'autorité			
Proposition de loi	14194	88-1	
Mesures tendant à promouvoir le retour et la réinsertion dans leur pays d'origine des travailleurs et demandeurs d'emploi de nationalité étrangère domiciliés en Belgique, ainsi que des membres de leur ménage et de leur famille			
Proposition de loi	14195	89-1	
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Pourparlers sur la formation du nouveau gouvernement. — Renversement de la coalition			236-237, 241-242
Nationalisme flamand. — Fédéralisme			236-242
Réforme de l'Etat			237-241
Régions et Communautés			238
Statut de la Région de Bruxelles-Capitale			238, 239
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			238, 239
Interruption de grossesse			241
Politique relative aux migrants			241
Afrique du Sud			241
Amnistie			241-242
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			500-502
Sécurité des représentants de l' <i>African National Congress</i> à Bruxelles			677
Révision de l'article 47, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution, en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des Représentants);			
Révision de l'article 48, alinéa 1 ^{er} de la Constitution (Constitution des collèges électoraux. — Suppression des mots « pour chaque province »)			758-860
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des régions)			786
Révision de l'article 108ter de la Constitution (Agglomération bruxelloise)			821
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1136
Manière et circonstances de la réaction du Premier Ministre à une phrase d'une allocution prononcée le 11 juillet par le Vice-Premier Ministre Schiltz, raisons pour lesquelles il a forcé ce dernier à retirer ses paroles et quelle aurait été l'alternative si celui-ci n'y avait pas été disposé			
Interpellation			1282-1285, 1286

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Donnay, sénateur de l'arrondissement de Liège			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			9, 10
Naturalisations			
Rapport	13934	222-2	
Naturalisations			
Rapport	14031	231-2	
Naturalisations			
Rapport	14359	342-2	
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			337
Modification de la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit (Cas où la période au cours de laquelle le mandat a été exercé, est inférieure à 60 mois)			
Rapport oral			1302-1303
Duquesne, sénateur coopté			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			20
Répression de l'évasion de détenus			
Proposition de loi	14445	351-1	
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			
Amendements	14463	371-18	1145-1148
Amendements		371-24	
Discussion des articles			1175, 1176, 1181, 1182-1183, 1187, 1188, 1199, 1202
Normes de création des cours de langues dans l'enseignement secondaire			
Proposition de loi	14474	384-1	
Autorisation des institutions scolaires à placer à terme leurs crédits ou leurs subventions de fonctionnement			
Proposition de loi	14475	385-1	
Modification de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial (Remplacement des mots « enseignement spécial » par les mots « enseignement spécialisé »)			
Proposition de loi	14476	386-1	
Fixation d'une norme de rationalisation réduite par établissement de l'enseignement de promotion sociale, dont la langue d'enseignement est l'allemand			
Proposition de loi	14496	409-1	
Organisation d'un enseignement spécial intégré			
Proposition de loi	14541	445-1	
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			512-517, 549-551
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des régions)			786-788, 790
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme			1043-1045
E			
Egelmeers, sénateur provincial d'Anvers, Questeur du Sénat			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			6
Modification de l'article 33 du Règlement du Sénat (Interpellations)			
Proposition	14234	128-1	
Modification de l'article 54 du Règlement du Sénat (Création d'une Commission du Budget pour l'examen du budget général de l'Etat)			
Proposition	14235	129-1	
Modification de l'article 56 du Règlement du Sénat (Examen des conventions internationales en commission)			
Proposition	14236	130-1	
Modification de la loi du 19 juillet 1976 instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique (Remplacement par un autre travailleur)			
Proposition de loi	14237	131-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Egelmeers (suite)			
Modification de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Habilitation des organismes assureurs à ester en justice pour défendre les intérêts de leurs membres) Proposition de loi	14238	132-1	
Modification de l'article 28 de l'A.R. du 13 avril 1965 réglant l'attribution des subsides de l'Etat en faveur des services d'assurance mutualiste libre, modifié par l'A.R. du 20 janvier 1984 (Epargne prénuptiale. — Ménage de fait) Proposition de loi	14239	133-1	
Modification de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Travail à domicile, clauses résolutoires, obligation pour l'employeur de motiver sa décision en cas de préavis et clause de non-concurrence à l'égard du représentant de commerce) Proposition de loi	14240	134-1	
Modification de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail Proposition de loi	14241	135-1	
Statut du travail par équipes successives Proposition de loi	14257	151-1	
Elu questeur du Sénat			32
Assurance maladie-invalidité			1002
Eicher, sénateur coopté			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment d'abord en allemand, puis en français			20
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement) Communauté germanophone Education nationale Problématique des enrôlés de force dans la <i>Wehrmacht</i>			305 305 305-306
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme			1036
Erdman, sénateur coopté			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			20
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriation (Exécutifs régionaux) Rapport	14111	5-2	
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive Proposition de loi	14165	59-1	
Complément à l'article 507, deuxième alinéa, du Code pénal (Destruction, dégradation ou détournement de meubles ayant fait l'objet d'une ordonnance rendue en référé au cours d'une procédure en divorce) Proposition de loi	14166	60-1	
Délivrance gratuite d'une copie de toutes les pièces du procès en matière pénale Proposition de loi	14167	61-1	
Modification du Code des droits de succession et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en vue de mettre sur un pied d'égalité l'enfant adopté et l'enfant issu du mariage (Donations entre vifs et succession) Proposition de loi	14168	62-1	
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des régions) Rapport	14099	100-7/2°	769-770
Modification du Code judiciaire en ce qui concerne la discipline relative aux avocats (Avocat rayé) Proposition de loi	14214	108-1	
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Extension des compétences des Régions à l'égard des administrations locales. — Tutelle administrative. — Communes à facilités. — Nomination du bourgmestre) Rapport	14287	182-2	
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et mesures d'économie quant au nombre des membres des exécutifs et des membres de leurs cabinet Rapport	14289	184-2	
Fédéralisation des soins de santé Rapport	14290	185-2	
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Lois d'expansion économique — secteurs économiques nationaux. — Attribution des droits de succession aux Régions. — Clé de répartition des dotations aux Régions et Communautés) Rapport	14304	199-2	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Erdman (suite)			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Compétence des Régions pour la tutelle administrative ordinaire en ce qui concerne la province de Brabant, les communes de la frontière linguistique et les communes à facilités)			
Rapport	14305	200-2	
Abolition de la peine de mort			
Proposition de loi	14354	251-1	
Modification de l'article 92 du Code judiciaire (Chambres à 3 juges. — Affaires en matière répressive)			
Proposition de loi	14363	259-1	
Modification des articles 263 et 366 du Code judiciaire (Traitements des greffiers des justices de paix et des tribunaux de police)			
Proposition de loi	14432	337-1	
Modification du Code judiciaire en ce qui concerne la procédure d'enquête			
Proposition de loi	14480	391-1	
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			
Rapport	14493	405-2	
Discussion des articles			1439
Modification de la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur en vue d'instaurer une licence de distribution par fil ou câble d'émissions radio-diffusées			
Proposition de loi	14504	417-1	
Révision de l'article 107 ^{ter} de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			637-639
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1103-1105
Discussion des articles			1202
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1308-1312, 1378
Evers, sénateur provincial de Liège			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment d'abord en allemand, puis en français et en néerlandais			10
Fixation d'une norme de rationalisation réduite par établissement de l'enseignement de promotion sociale, dont la langue d'enseignement est l'allemand			
Proposition de loi	14496	409-1	
Election du Parlement européen (Siège pour la Communauté germanophone)			
Proposition de loi	14528	443-1	
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Renversement de la coalition gouvernementale			344
Réforme fiscale			344
Problématique des enrôlés de force dans la <i>Wehrmacht</i>			344
Modification de et complément à la législation relative aux pensions et rentes des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit			967-968
Evrard, sénateur provincial de Luxembourg			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			12

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
F			
Falise, sénateur provincial de Hainaut			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			9
Intégration des contraceptifs dans la liste des médicaments remboursables par l'assurance maladie et invalidité			
Proposition de loi	14178	72-1	
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			369
Accord sur Fourons et Comines			369
Justification de vote			
Disparition d'un médecin belge au Moyen-Orient (M. J. Cools)			1278
Question orale			
Flagothier, sénateur provincial de Liège, Questeur du Sénat			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			10
Intégration des contraceptifs dans la liste des médicaments remboursables par l'assurance maladie et invalidité			
Proposition de loi	14178	72-1	
Instauration au niveau communal de la consultation des citoyens			
Proposition de loi	14406	311-1	
Réouverture des délais d'introduction des demandes d'octroi du statut de résistant armé			
Proposition de loi	14440	345-1	
Elu questeur du Sénat			33
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1477-1478
Discussion des articles			
G			
Garcia, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			7, 8
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Réforme de l'Etat			301-302
Statut de la région de Bruxelles-Capitale. — Financement			301
Communes à facilités de la périphérie bruxelloise			301-302
Geens, A., sénateur provincial de Flandre orientale, Ministre de la Coopération au développement			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Réduction, en faveur des familles nombreuses, de la taxe de circulation sur les voitures automobiles			
Proposition de loi	14173	67-1	
Accident nucléaire de Tchernobyl			
Deuxième rapport de la Commission d'information et d'enquête			90
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Intentions gouvernementales en ce qui concerne la construction d'une huitième centrale nucléaire			318, 319
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1986;			
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1987			
Crédits: Coopération au développement			394, 399
Aide publique à la coopération			399
Plus grande participation du secteur privé			394, 400
Restructuration de l'A.G.C.D.			394, 400
Exécution de la loi sur le Fonds de survie pour le tiers monde			395
Problème démographique au tiers monde			395
Endettement des pays en voie de développement			395
Cadre linguistique à l'A.G.C.D.			398
Budget unique pour la coopération			399
Révision de la politique en matière de projets			399
Transfert des compétences aux Communautés et aux Régions			399

	DOCUMENTS		ANNALÉS
	R. A	N°	Pages
Geens A. (suite)			
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1986;			
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1987 (suite)			
Efficacité des O.N.G. — Politique de subventionnement			399
Coopération bilatérale et coopération multilatérale			399
FIDA			399
Transport pour l'aide au développement			400
Pensions des missionnaires flamands			400
Stratégies alimentaires dans les pays du tiers monde			400
Visite de la délégation de la S.A.D.C.C. (<i>Southern African Development Coordination Conference</i>)			400
Négociations entre l'A.G.C.D. et certaines a.s.b.l. apolitiques qui s'occupent de projets de formation dans le cadre de la coopération au développement (Question orale de M. Hasquin)			1383-1384
Geens G., sénateur de l'arrondissement de Louvain			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			7, 8
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1329-1332
Gevenois, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			8, 9
Octroi du titre de ville à la commune de Boussu			
Proposition de loi	14442	346-1	
Permission aux jeunes sportifs de poursuivre leurs activités sportives durant le temps de service militaire			
Proposition de loi	14492	404-1	
Exercice de la kinésithérapie			
Proposition de loi	14536	449-1	
Exercice de la logopédie			
Proposition de loi	14537	450-1	
Ghesquière, sénateur provincial de Flandre occidentale			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			15
Gijs, sénateur coopté			
Vérification de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			20
Règlement de la répartition des dommages causés par certains actes non juridictionnels (Responsabilité des pouvoirs publics. — Pouvoir judiciaire. — Juge d'instruction et magistrats du ministère public en matière pénale)			
Proposition de loi	14378	279-1	

	DOCUMENTS		ANN'ALES
	R. A	N°	Pages
Gijs (suite)			
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			211
Pourparlers sur la formation du nouveau Gouvernement			211, 212
Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer			211-212
Politique économique et sociale			212, 214-215
Politique de redressement économique			212
Politique de l'emploi			213
Sauvegarde de la sécurité sociale			212
Réforme fiscale			212
Maintien de la compétitivité des entreprises			212
Projet de loi-cadre			212-213
Entreprises publiques. — Responsabilisation. — R.T.T.			213
Réformes institutionnelles			213-214, 233
Suppression du double mandat et réforme du système bicaméral. — Réforme du Sénat			214
Renforcement de la démocratie politique			214
Désignation des ministres par le Roi. — Respect du prescrit constitutionnel			214
Ombudsman			214
Interruption de grossesse			870
Octroi à un joueur de football d'un sursis d'appel et nouvelle option politique en matière d'octroi des sursis			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			1318-1320
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			
Glibert, sénateur de l'arrondissement de Nivelles			
Doyen d'âge, ouvre la session extraordinaire 1988			4
Vœux de nouvel an			4
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			7, 8
Grosjean, sénateur de l'arrondissement de Verviers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			9, 10
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			305
Régionalisation des travaux publics			
Travaux à exécuter d'urgence à Ensival sur l'autoroute Verviers-Prüm			456
Question orale			
Budget des Communications de l'année 1986;			687
Budget des Communications de l'année 1987			687
Régionalisation de l'infrastructure et du transport urbain et vicinal			687-688
Autonomie de gestion des entreprises publiques			687
S.N.C.B.			687-688
Investissements			687
Projet T.G.V.			688
Electrification de la ligne Welkenraedt-Montzen			688
Horaires des trains à Welkenraedt			688
Sécurité routière			688
Gryp, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Création d'une commission d'enquête du Sénat sur le transport et le traitement de déchets radioactifs et de matières fissiles			
Proposition	14123	17-1	479
Retrait			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Gryp (suite)			
Interdiction de construction de nouvelles unités de production d'électricité d'origine nucléaire et programmation du déclassement des unités existantes Proposition de loi	14355	252-1	
Accident nucléaire de Tchernobyl Deuxième rapport de la Commission d'information et d'enquête			94-95, 125
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement) Politique énergétique			317-320
Intentions gouvernementales en ce qui concerne la construction d'une huitième centrale nucléaire			317, 318, 319
Dangers des centrales nucléaires. — Plans de secours			317, 318, 319
Plan d'équipement du secteur de l'électricité			318, 319
Charbonnages campinois			319
Centre d'étude de l'énergie nucléaire à Mol			319-320
Contamination de la nappe phréatique au Centre d'étude de l'énergie nucléaire Question orale			456
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme Discussion des articles			1263
Justification de vote			1273
Position du Gouvernement belge à l'égard de l'examen que le Parlement européen a consacré au scandale des déchets nucléaires lequel implique la Belgique et l'Allemagne Interpellation			1291-1293, 1296-1297
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles Discussion des articles			1444-1445, 1446
Guillaume, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			7, 8
H			
Hanquet (Mme), sénateur coopté			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			20
Complément, en vue de la reconnaissance de certains titres d'enseignement supérieur, à la loi du 11 septembre 1933 et à la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires (Délivrance par la Faculté universitaire catholique de Mons du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences politiques et administratives. — Délivrance par les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur du grade de candidat en histoire de l'art et archéologique et de diplômes en informatique. — Allocations de fonctionnement) Proposition de loi	14248	142-1	
Modification de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties en vue de supprimer les conditions de ressources auxquelles est subordonné l'octroi des prestations familiales garanties Proposition de loi	14249	143-1	
Complément à l'article 7, quatrième alinéa, de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties et visant à permettre le paiement de l'allocation de naissance deux mois avant la date de celle-ci Proposition de loi	14250	144-1	
Assimilation des allocations familiales des travailleurs indépendants à celles du régime des travailleurs salariés Proposition de loi	14251	145-1	
Effets néfastes de l'endettement excessif des consommateurs Proposition de loi	14252	146-1	
Assurance de la transparence des centres pratiquant l'insémination artificielle et la fécondation in vitro Proposition de loi	14253	147-1	
Création d'un Comité consultatif national d'éthique Proposition de loi	14254	148-1	
Organisation du règlement des créances alimentaires par l'intermédiaire d'un Office national des créances alimentaires Proposition de loi	14425	330-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Hanquet (Mme) (suite)			
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1986;			
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1987			
Crédits: Affaires étrangères			
Relations Est-Ouest			378-379
Réalisation de l'Acte unique européen			379
Relations avec les pays de l'A.S.E.A.N. (Asie)			379
Mesures urgentes en matière d'enseignement			913-914
Discussion des articles			936
Approbation des Actes internationaux suivants: 1. Accord entre les Etats-Unis et la Belgique, la R.F.A., l'Italie, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord concernant les inspections dans le cadre du Traité entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, et Annexe; 2. Accord entre la Belgique et l'U.R.S.S. relatif aux inspections sur le territoire belge prévues par le Traité entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, conclu par échange de notes			977-981
Hansenne, sénateur de l'arrondissement de Liège, Ministre de la Fonction publique			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			9, 10
Harnie (Mme), sénateur coopté			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment d'abord en néerlandais, puis en français			20
Modification de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Habilitation des organismes assureurs à ester en justice pour la défense des intérêts de leurs membres)			
Proposition de loi	14198	92-1	
Abrogation de l'article 106 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976 (Cotisation au régime de la sécurité sociale des médecins hospitaliers)			
Proposition de loi	14199	93-1	
Complément à l'article 66 de la loi communale en vue de régler l'assistance aux membres aveugles du conseil communal qui sont dans l'impossibilité d'exercer pleinement leur mandat			
Proposition de loi	14265	159-1	
Modification de la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932, en vue d'adapter les bulletins de vote (Mention du prénom du candidat — Communes à statut linguistique spécial)			1324
Justification de vote			
Hasquin, sénateur provincial de Brabant			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			8
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots «L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite» (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			531-534, 551-552
Amendements	14038	100-1/3°	
Amendement		100-1/12°	
Discussion des amendements			555, 557
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			587-588
Amendement	14069	100-2/4°	
Discussion des amendements			617
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des régions)			
Amendements	14099	100-7/8°	
Discussion des amendements			797-798
Approbation de l'Accord entre l'U.E.B.L. et la Hongrie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements			128-129
Rapport	13918	266-2	
Mesures urgentes en matière d'enseignement			907-908
Amendement	14457	362-5	
Justification de vote			1011

	DOCUMENTS		ANNALLES
	R. A	N°	Pages
Hasquin (suite)			
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux	14463	371-19	1110-1113, 1168
Amendements		371-20	
Amendements		371-22	
Discussion des articles			
			1177, 1179-1180, 1184, 1192, 1203
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles	14493	405-33	1460, 1463, 1479
Amendement		405-36	
Amendements		405-40	
Amendement			
Discussion des articles			
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Réforme de l'Etat			310
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			310, 311
Financement des Communautés et des Régions. — Clé de répartition			310
Enseignement			310-311
Financement des étudiants étrangers			311
Financement de l'enseignement de l'Etat			312
« Europe 1992 »			311
Politique scientifique			311
Coopération au développement			311
Maîtrise des dépenses dans le secteur de l'A.M.I.			311
Fermeture de lits hospitaliers			311
Maîtrise de l'offre médicale			311
Lutte contre la surconsommation médicale			311
Réforme de l'Ordre des médecins			311-312
Politique de santé			312
Médecine préventive			312
Soins à domicile			312
Tenue de séances de commissions pendant les séances plénières du Sénat			526
Situation du centre anti-poison			
Question orale			624
Divers propos tenus par le Ministre de l'Education nationale qui inquiètent tous ceux qui sont soucieux de la qualité de l'enseignement			
Interpellation			673, 674-675
Révision de l'article 108 ^{ter} de la Constitution (Agglomération bruxelloise)			805-807
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1355-1356
Négociations entre l'A.G.C.D. et certaines a.s.b.l. apolitiques qui s'occupent de projets de formation dans le cadre de la coopération au développement			
Question orale			1383
Hatry, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			7, 8
Introduction de la possibilité d'émission d'actions sans droit de vote, modification des limites maximales imposées au vote en assemblée générale, réduction des cas d'intervention d'un réviseur d'entreprises dans le cadre de certaines opérations et permission des pactes sociaux, par la modification des lois sur les sociétés commerciales coordonnées du 30 novembre 1935			
Proposition de loi	14124	18-1	
Complément à la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires (Cotisation spéciale de sécurité sociale au profit de l'Onem — Prescription)			
Proposition de loi	14125	19-1	

	DOCUMENTS		ANN. ALES
	R. A	N°	Pages
Hatry (suite)			
Modification de l'article 45 de la loi du 27 décembre 1984 portant des dispositions fiscales (Options sur actions) (<i>Stock option</i>) Proposition de loi	14126	20-1	
Modification des articles 1481 à 1488 du Code judiciaire (Procédure de saisie en contrefaçon) Proposition de loi	14127	21-1	
Révision de l'article 108 ^{ter} de la Constitution (Agglomération bruxelloise) Amendements	14094	100-6/6°	823-826
Discussion des amendements			830-831
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des régions) Amendements	14099	100-7/6°	797
Discussion des amendements			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles Amendement	14493	405-25	
Amendement		405-26	
Amendements		405-28	
Amendements		405-30	
Amendements		405-31	
Amendement		405-34	
Amendements		405-41	
Discussions des articles			1447-1448, 1450, 1455, 1456, 1459, 1461, 1462, 1482- 1483
Modification de l'article 267 du règlement général pour la protection du travail, relatif aux appareils de levage (Adaptation des ascenseurs dans les immeubles. — Concierges) Proposition de loi	14506	419-1	
Création d'une commission d'information, chargée d'examiner et d'apprécier les dispositions relatives à la sécurité dans le domaine nucléaire ainsi que les mesures d'information et de protection des populations et les dispositifs d'évacuation en cas d'augmentation de la radio-activité sur le territoire du Royaume Justification de vote			74
Accident nucléaire de Tchernobyl Deuxième rapport de la Commission d'information et d'enquête			88-89
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement) Pourparlers sur la formation du nouveau Gouvernement. — Renversement de la coalition			276-277
Politique économique et sociale			277
Réforme de l'Etat			277
Réforme fiscale			277-279
Pression fiscale			277, 279
Augmentation de l'impôt sur les entreprises			278, 279
Economies compensatoires			278
Sécurité sociale			278
Réduction des effectifs de la fonction publique			278
T.V.A. et droits d'accises. — Harmonisation européenne			279
L'économie belge face à l'Echéance de 1992			279, 280
Maintien de la compétitivité des entreprises			279
Coût de l'énergie			279
Politique scientifique. — Recherche appliquée			279-280
Projet de loi sur la concurrence			280
Projet de loi sur les pratiques du commerce			280
Intentions gouvernementales en ce qui concerne la construction d'une huitième centrale nucléaire			280
Elargissement des compétences des Communautés et des Régions			280
Régionalisation de la politique économique			280
Relations internationales			280
Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer			280-281
Financement de la Région de Bruxelles-Capitale			281
Déficit de l'Agglomération bruxelloise			281-282
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 59 ^{bis} de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 107 ^{ter} de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement) Fait personnel (Réunion de la Commission des Affaires économiques pendant le débat en séance publique)			475
Ouverture de crédits provisoires pour les mois de juillet, août, septembre et octobre de l'année 1988			724-725, 727

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Hatry (suite)			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1988;			
Budget de la Dette publique de l'année 1988			
Modifications apportées au projet de budget initial			956
Privatisation d'entreprises publiques			956, 957
Distrigaz			956
Recours par les institutions publiques de crédit au capital privé			956
Assanissement des finances publiques			956-958
Dépassements budgétaires			956-957
Solde net à financer			957, 958
Déficit de l'assurance-maladie			957, 958
Effet boule de neige de la dette publique			957, 958
Meilleure gestion de la dette publique			957, 958
Fonction publique			957-958
Investissements publics			958
Controverse relative au chiffre d'économies à effectuer pour passer d'un solde net à financer de 8,7 p.c. en 1988 à 7 p.c. en 1989			
Question orale			1385
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1403-1407
Henneuse, sénateur provincial de Hainaut			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			9
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Politique de l'enseignement			330-331
Personnel enseignant			331
Mesures urgentes en matière d'enseignement			919
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme			1046
Henrion, sénateur coopté			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			20
Modification de l'article 221, alinéa 2, du C.I.R. (Suppression de l'obligation des sociétés de communiquer à l'administration fiscale les feuilles de présence aux assemblées générales)			
Proposition de loi	14139	33-1	
Modification de l'article 267 du Code pénal (Antériorité obligatoire du mariage civil par rapport au mariage religieux)			
Proposition de loi	14140	34-1	
Modification des articles 187, 189, 190, 191, 192, 193 et 194 du Code judiciaire relatifs aux conditions de nomination des magistrats			
Proposition de loi	14154	48-1	
Modification de l'article 121 du Code judiciaire (Désignation des juges assesseurs à la Cour d'assises)			
Proposition de loi	14179	73-1	
Abrogation de l'article 195 du Code judiciaire (Chambres à juge unique au tribunal de première instance)			
Proposition de loi	14180	74-1	
Complément à la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires (Obligation de discrétion)			
Proposition de loi	14181	75-1	
Insertion d'un article 438bis dans le Code pénal (Obstruction au passage. — Manifestations et grèves)			
Proposition de loi	14182	76-1	
Complément à l'article 91 du Code judiciaire (Chambres à trois juges en matière répressive)			
Proposition de loi	14183	77-1	
Création des comités consultatifs d'habitants auprès des sociétés d'habitations sociales de la Région bruxelloise			
Proposition de loi	14221	115-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Henrion (suite)			
Institution d'une consultation populaire sur le confédéralisme et ses implications Proposition de loi	14222	116-1	
Protection des débiles mentaux légers (Code civil) Proposition de loi	14365	261-1	
Poursuites à charge d'un membre du Sénat Rapport		335	
Poursuite à charge d'un membre du Sénat Rapport		350	
Répression de l'évasion de détenus Proposition de loi	14445	351-1	
Poursuite à charge d'un membre du Sénat Rapport		375	
Insertion, dans le Règlement du Sénat, d'un article 61 relatif aux poursuites contre les sénateurs (Désignation d'une commission permanente) Proposition	14473	383-1	
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles Amendements	14493	405-24	
Amendements		405-27	
Amendement		405-29	
Amendement		405-35	
Amendement		405-38	
Discussion des articles			1447, 1452
Complément à l'article 22 du Règlement du Sénat concernant la prise de parole (Interdiction de la lecture de discours écrits) Proposition	14538	452-1	
Ouverture de crédits provisoires pour les mois d'avril, mai et juin de l'année 1988			60-62
Déclaration du Gouvernement (Accord de Gouvernement) Réformes institutionnelles			234-236
Compétences de l'Etat central, des Communautés et des Régions			234-236
Compétences nationales et régionales en matière de politique économique et industrielle			235-236
Interruption de grossesse			236
Création d'une cour constitutionnelle. — Cour d'arbitrage			236
Révision de l'article 107 ^{ter} de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			640-642
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1325-1329
Herman-Michielsens (Mme), sénateur coopté			
Vérification de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			20
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés) Amendements	14038	100-1/5°	544-545
Motion d'ordre (Demande une réponse immédiate du Gouvernement en ce qui concerne l'inscription d'exceptions dans l'article 59 ^{bis})			528
Discussion des amendements			555, 556, 557, 560, 565
Votes réservés			
Justification de vote			648, 649
Révision de l'article 59 ^{bis} de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés) Amendements	14069	100-2/5°	611, 612-613, 614, 615, 617
Discussion des amendements			
Révision de l'article 107 ^{ter} de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement) Amendements	14091	100-3/4°	
Discussion des amendements			645, 647

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Herman-Michielsens (Mme) (suite)			
Révision de l'article 47, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des Représentants) Amendements	14054	100-4/3 ^o	
Révision de l'article 48, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution (Constitution des collèges électoraux. — Suppression des mots « pour chaque province ») Amendement	14055	100-5/3 ^o	
Révision de l'article 108 ^{ter} de la Constitution (Agglomération bruxelloise) Amendements	14094	100-6/4 ^o	814-816
Discussion des amendements			831
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des Régions) Amendements	14099	100-7/4 ^o	
Discussion des amendements			794-795, 796
Révision de l'article 99, alinéas 2, 3 et 4, de la Constitution (Nomination des conseillers des cours du travail) Texte proposé	14085	100-8/1 ^o	
Interruption de grossesse, modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code Proposition de loi	14350	247-1	
Modification du cadre du personnel du tribunal de commerce d'Ypres-Furnes (Extension du cadre en y adjoignant un magistrat de carrière et un greffier) Proposition de loi	14438	343-1	
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1119-1121, 1167-1168
Amendements	14463	371-4	
Amendements		371-5	
Amendements		371-10	
Amendements		371-11	
Amendements		371-12	
Amendements		371-13	
Amendements		371-14	
Question préjudicielle (Majorité simple ou majorité spéciale requises pour l'adoption du projet). — Amendement à la motion			1083, 1085, 1086
Discussion des articles			1173-1174, 1176, 1178-1179, 1181-1182, 1183, 1186, 1187-1188, 1189, 1190-1191, 1193, 1194, 1196, 1197, 1199, 1200, 1201, 1202, 1204, 1208, 1210
Justification de vote			1267
Complément à l'article 507, deuxième alinéa du Code pénal (Destruction, dégradation ou détournement de meubles ayant fait l'objet d'une ordonnance rendue en référé au cours d'une procédure en divorce. — Art. 1280 du Code judiciaire) Proposition de loi	14477	387-1	
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles Amendement	14493	405-3	
Amendements		405-4	
Amendement		405-5	
Amendements		405-6	
Amendement		405-7	
Amendement		405-8	
Amendement		405-9	
Amendements		405-10	
Amendements		405-11	
Amendement		405-12	
Amendements		405-13	
Amendement		405-14	
Amendement		405-15	
Amendement		405-16	
Amendement		405-17	
Amendement		405-18	
Amendements		405-19	
Amendement		405-20	
Amendements		405-21	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Herman-Michielsens (Mme) (suite)			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (<i>suite</i>) Discussion des articles			1434, 1436-1437, 1438, 1439, 1440, 1445-1446, 1447, 1449, 1451-1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1458, 1464, 1472, 1473, 1474, 1476, 1479, 1483
Modification de l'article 215 du Code judiciaire (Nomination et promotion des conseillers aux cours du travail) Proposition de loi	14533	446-1	
Sauvegarde de la compétitivité de l'économie belge (Mesures de sauvegarde. — Procédure. — Interlocuteurs sociaux. — Rapports et avis du Conseil central de l'économie. — Abrogation de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix) Proposition de loi	14534	448-1	
Ouverture de crédits provisoires pour les mois d'avril, mai et juin de l'année 1988			63-64
Nomination du Président du Sénat. — Tractations politiques			198
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Pourparlers sur la formation du nouveau gouvernement			208, 210
Politique de redressement économique			208, 209, 366
Assainissement des finances publiques			208, 209
Réforme fiscale			209
Maintien de la compétitivité des entreprises			209
Politique de l'emploi			209
Sécurité sociale			209
Réformes institutionnelles			209
Financement des Communautés et des Régions			209
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			209-210, 366
Interruption de grossesse			210, 366
Élimination des séquelles sociales de la répression			210
Intentions gouvernementales en ce qui concerne la construction d'une huitième centrale nucléaire			210
Désignation des Ministres par le Roi. — Respect du prescrit constitutionnel			210-211
Ethique bio-médicale			367
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			482, 485-486
Demande l'ajournement du débat			467
Demande la suspension de séance			468
Sur la demande de renvoi en commission de l'article 107ter par Mme Delruelle-Ghobert			474
Révision de l'article 47, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution, en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des Représentants);			
Révision de l'article 48, alinéa 1 ^{er} de la Constitution (Constitution des collèges électoraux. — Suppression des mots « pour chaque province »)			756-757
Demande le renvoi en commission afin de pouvoir être mis au courant d'un avis du Conseil d'Etat			739
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			1317-1318
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles Justification de vote			1556
Hismans, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			8, 9

	DOCUMENTS		ANNALÉS
	R. A	N°	Pages
Hofman, sénateur de l'arrondissement de Liège			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			9, 10
Modification de l'article 1940 du Code civil (Dépôt. — Egalité des époux)			
Proposition de loi	14217	111-1	
Modification de l'article 102 de la loi communale (Publication par la voie d'affiches, des règlements et ordonnances du conseil ou du collège)			
Proposition de loi	14218	112-1	
Holsbeke, sénateur coopté			
Vérification de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			20
Modification de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Habilitation des organismes assureurs à ester en justice pour défendre les intérêts de leurs membres)			
Proposition de loi	14238	132-1	
Récemment accord médico-mutualiste			1003-1004
Hotyat, sénateur provincial de Brabant			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			8
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			579
Révision de l'article 108ter de la Constitution (Agglomération bruxelloise)			807-810
Houssa, sénateur de l'arrondissement de Verviers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			9, 10
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Amnistie			350
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme			1053-1054
J			
Janzegers, sénateur de l'arrondissement de Louvain			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			7, 8
Octroi du statut de zone de développement au Hageland			
Proposition de résolution	14371	272-1	
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Projet T.G.V.			344-345
Problématique de l'accroissement de la circulation. — Embouteillages			345-346
Sécurité routière			346
Promotion des transports publics			346
Fonction publique. — Dépolitisation			346
Paix et sécurité. — Défense sociale			346
Milice			346
Réforme de la législation sur les dispenses, les exemptions et les libérations			346
Valorisation du service militaire			346
Service civil			346
Contrôle parlementaire de la gendarmerie et de la police			346
Retrait du mandat de délégué permanent du syndicat du personnel de la gendarmerie au président de celui-ci			
Question orale			1280
K			
Kelchtermans, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik, Premier Vice-Président du Sénat (jusqu'au 16 mai 1988), Président du Sénat (à partir du 16 mai 1988)			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			11
Elu premier vice-président du Sénat			32
Allocution			199
Elu Président du Sénat			199

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Kelchtermans (suite)			
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			469
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			526
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			
Sur le fait qu'un certain nombre de commissions se réunissent pendant le débat en séance publique			
Tenue de séances de commissions pendant les séances plénières du Sénat			541
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			
Sur la demande de suspension de Mme Delruelle-Ghobert			610, 611
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			718
Discussion des amendements			725
Sur la proposition de M. De Wulf tendant à modifier l'ordre du jour (Examen du projet sur les crédits provisoires)			936
Ouverture de crédits provisoires pour les mois de juillet, août, septembre et octobre de l'année 1988			1032
Mesures urgentes en matière d'enseignement			
Discussion des articles			1173
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme			1554
Sur la demande de renvoi en commission par M. Pede			
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			
Discussion des articles			
Vœux de fin de session			
Kenzeler, sénateur provincial de Limbourg			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			11
Knuts, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			11
Modification de la loi du 19 juillet 1976 instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique (Remplacement par un autre travailleur)			
Proposition de loi	14237	131-1	
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme			1036-1037
Amendements	13263	357-3	
Amendements		357-4	
Modification de la taxation des revenus des terrains donnés en location à des agriculteurs			776
Justification de vote			1076-1077
Promotion de la continuité des entreprises agricoles			
L			
Lafosse, sénateur provincial de Hainaut			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			9
Conditions de dispense du service militaire en temps de paix pour cause morale (Services faits par deux enfants du conjoint du père ou de la mère)			
Proposition de loi	14327	223-1	
Modification de l'article 55 du Code civil (Déclaration de naissance. — Commune de la résidence conjugale des parents)			
Proposition de loi	14416	321-1	
Détermination des signes distinctifs des bourgmestres et échevins dans l'exercice de leurs fonctions			
Proposition de loi	14417	322-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Lafosse (suite)			
Complément à la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics (Calcul de la pension) Proposition de loi	14418	323-1	
Modification de la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit (Cas où la période au cours de laquelle le mandat a été exercé est inférieure à 60 mois) Proposition de loi	14419	324-1	
Complément à l'article 74, § 1, des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées par l'A.R. du 20 août 1957 (Compétence du collège des bourgmestre et échevins pour les suspensions de courte durée infligées aux instituteurs) Proposition de loi	14420	325-1	
Gestion des hôpitaux dépendant des C.P.A.S. Proposition de loi	14421	326-1	
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Personnel hospitalier) Proposition de loi	14422	327-1	
Déductibilité fiscale des frais pharmaceutiques et de soins des enfants atteints d'une maladie invalidante et chronique Proposition de loi	14423	328-1	
Inclusion de la journée du 8 mai dans la liste des jours fériés légaux Proposition de loi	14464	374-1	
Lallemand, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Président du Sénat (jusqu'au 10 mai 1988)			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			7, 8
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés) Rapport	14038	100-1/2°	470-473
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés) Rapport	14069	100-2/2°	470-473
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement) Rapport	14091	100-3/2°	470-473, 630-631
Poursuites à charge d'un membre du Sénat Rapport		305	
Droit d'auteur, droits voisins et copie privée d'œuvres sonores et audiovisuelles Proposition de loi	14424	329-1	
Elu Président du Sénat			32
Allocution			
Réforme du Sénat			33
Revalorisation du Parlement			33-34
Pouvoirs des Chambres lorsque le Gouvernement est démissionnaire ou n'est plus investi de la confiance du Parlement			34
Hommage à M. Leemans, ancien Président du Sénat			34
Hommage à la mémoire du Vicomte Gaston Eyskens, Ministre d'Etat			35
Démission comme Président du Sénat			191
Tenue de séances de commissions pendant les séances plénières du Sénat			526
Révision de l'article 108ter de la Constitution (Agglomération bruxelloise)			803, 810
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1107-1110
Motion (La majorité spéciale prévue à l'article 59bis, § 4, de la Constitution n'est pas nécessaire pour l'adoption du projet)			1085-1087
Justification de vote			1269
Rattachement d'une partie du territoire de la commune de Stabroek au territoire de la ville d'Anvers ainsi que l'échange de portions de territoire entre la commune de Stabroek et la ville d'Anvers			
Justification de vote			1272
Langendries, sénateur provincial de Brabant			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			8
Complément à la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence en vue d'étendre ce droit aux mineures enceintes et isolées Proposition de loi	14384	285-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Langendries (suite)			
Modification de l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail (Prolongation du congé de maternité en cas de naissance d'un troisième enfant ou plus) Proposition de loi	14385	286-1	
Instauration au niveau communal de la consultation des citoyens Proposition de loi	14406	311-1	
Accident nucléaire de Tchernobyl Deuxième rapport de la Commission d'information et d'enquête			124-125
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement) Politique de redressement économique			253
Politique de l'emploi			253
Assainissement des finances publiques			253
Maintien de la compétitivité des entreprises			253
Importance de l'enseignement et de la formation professionnels			253
Réforme fiscale			254
Sauvegarde de la sécurité sociale			254
Réforme de l'Etat			254-255
Elargissement des compétences des Communautés et des Régions			254-255
Communautarisation de l'enseignement			254-255
Contrôle par la Cour d'arbitrage de la conformité des lois et décrets aux articles 6, 6bis et 17 de la Constitution			254-255
Financement des Communautés et des Régions			255
Renforcement de l'Etat central			255
Statut de la Région de Bruxelles-Capitale			255
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			255
Réforme du Sénat			255-256
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			490-492
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux Justification de vote			1268
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1366-1367
Lannoye, sénateur coopté			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			20
Création d'une commission d'enquête du Sénat sur le transport et le traitement de déchets radioactifs et de matières fissiles Proposition	14123	17-1	
Retrait			479
Création d'un institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services (Travaux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité) Proposition de loi	14204	98-1	
Loyauté dans la communication et courtoisie linguistique requises dans l'exercice de certains mandats politiques des pouvoirs subordonnés dans l'agglomération bruxelloise et les communes à statut linguistique spécial Proposition de loi	14207	102-1	
Modification de la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes, en vue d'interdire l'exportation de déchets nucléaires à destination d'Etats étrangers aux C.E. Proposition de loi	14436	340-1	

	DOCUMENTS		ANNAI ES
	R. A	N°	Pages
Lannoye (suite)			
Modification de la loi du 9 juillet 1984 concernant l'importation, l'exportation et le transit de déchets en vue d'interdire l'exportation de déchets dangereux et toxiques à destination d'Etats étrangers aux C.E. Proposition de loi	14437	341-1	
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Adaptation du rôle et de la mission du C.P.A.S.) Proposition de loi	14456	361-1	
Ouverture de crédits provisoires pour les mois d'avril, mai et juin de l'année 1988			64-65
Accident nucléaire de Tchernobyl Deuxième rapport de la Commission d'information et d'enquête			92-93
Déclaration du Gouvernement (Accord de Gouvernement)			
Politique de redressement économique			242
Point de vue d'Ecolo sur la croissance économique			242
Politique de l'emploi			242
Partage du travail. — Incitants fiscaux			242, 243
Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer. — Charges d'intérêt de la dette publique			242-243
Emprunts de l'Etat			243
Réforme fiscale			243
Coût du démantèlement nucléaire			243
Pollution des eaux souterraines			243
Politique de l'environnement			243
Réforme de l'Etat			243-244
Réforme du Sénat			244
Projets du Gouvernement en matière de traitement de déchets toxiques, en particulier des composés organo-chlores Question orale			625
Interprétation à donner à l'accord de Gouvernement en matière de plan d'équipement en unités de production d'électricité Interpellation			851-853-854
Budget des Voies et Moyens de l'année 1988; Budget de la Dette publique de l'année 1988			
Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer			948-949, 950
Mesures de restrictions touchant les allocataires sociaux			949
Réduction des charges d'intérêt de la dette publique. — Mesures fiscales			949
Réforme fiscale			949
Fiscalité indirecte			949-950
Politique menée par le Gouvernement belge pour assurer la qualité des eaux du bassin mosan Interpellation			1016-1017, 1019
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux Justification de vote			1105-1107 1268-1269
Modalités et financement du rachat par l'Etat de certains outils sidérurgiques Interpellation			1287-1288, 1290-1291
Larcier, sénateur provincial de Luxembourg			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			12
Laverge, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			14, 15
Obligation pour certains agents de la commune de prêter serment Proposition de loi	14405	310-1	
Déclaration du Gouvernement (Accord de Gouvernement)			
« Europe 1992 »			333-334, 335
Maintien de la compétitivité des entreprises			333, 334
Coûts salariaux. — Adaptation du système d'indexation			334
Allègement de la fiscalité des entreprises			334
Politique de redressement économique			333-334-335
Réforme fiscale			334
Aide publique à la recherche scientifique			334
Aide publique aux entreprises			334
Entreprises publiques. — Responsabilisation et privatisation			334
Regrette qu'aucun Ministre ne soit originaire de Flandre occidentale			335

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Leclercq J. P., sénateur provincial de Flandre occidentale			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			15
Modification des articles 12 et 13 de l'A.R. n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants (Cotisations. — Suppression et relèvement de plafonds)			
Proposition de loi	14246	140-1	
Modification des articles 7, 9 et 10 de l'A.R. du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants (Limitation à un mois de la période d'incapacité primaire non indemnisable — Majoration des indemnités)			
Proposition de loi	14247	141-1	
Leclercq J. V., sénateur provincial de Namur			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			12, 13
Leemans, sénateur coopté			
Vérification de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			20
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots «L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite» (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			
Rapport	14038	100-1/2°	469-470
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			
Rapport	14069	100-2/2°	469-470
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			
Rapport	14091	100-3/2°	469-470
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1397
Lenfant, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath-Mouscron			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			8, 9
Modification de l'A.R. du 6 février 1970 réglant l'organisation et le fonctionnement des conseils de l'Ordre des médecins (Droits de la défense devant le Conseil provincial)			
Proposition de loi	14155	49-1	
Modification de l'A.R. n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins (Droits de la défense. — Compétence du Conseil national)			
Proposition de loi	14156	50-1	
Octroi d'une réduction de 50 p.c. sur les transports publics pour les familles nombreuses			
Proposition de loi	14157	51-1	
Suppression de la réduction forfaitaire des allocations familiales			
Proposition de loi	14158	52-1	
Modification de l'article 81 du C.I.R. en vue de la valorisation des familles nombreuses (Crédit d'impôt)			
Proposition de loi	14159	53-1	
Modification de certaines dispositions légales concernant la sécurité sociale, en vue de la valorisation des familles nombreuses (Congé d'interruption de carrière — Admission dans un T.C.T., dans un C.S.T. ou comme premier travailleur — Pension de retraite)			
Proposition de loi	14160	54-1	
Modification de l'A.R. du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, en vue de la valorisation de familles nombreuses			
Proposition de loi	14161	55-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Lenfant (suite)			
Modification de l'article 728 du Code judiciaire (Assistance ou représentation du consommateur devant les tribunaux) Proposition de loi	14162	56-1	
Insertion des articles 591bis, 1345bis et 1345ter dans le Code judiciaire, en vue du règlement des litiges entre vendeurs et consommateurs (Extension de la compétence du juge de paix — Simplification de procédure — Procédure en conciliation) Proposition de loi	14163	57-1	
Permission aux organisations de consommateurs d'introduire une action d'intérêt collectif devant les juridictions de l'ordre judiciaire et les juridictions administratives Proposition de loi	14164	58-1	
Octroi aux travailleurs salariés d'un congé en vue de veiller sur leur enfant malade Proposition de loi	14330	226-1	
Modification en matière de droit du travail et de sécurité sociale, des modalités de déclaration de l'incapacité de travail (Formalité impérative du certificat médical) Proposition de loi	14338	235-1	
Modification de l'article 34 de la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire (Directeurs d'abattoirs qui sont en même temps experts des viandes) Proposition de loi	14349	246-1	
Complément à la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence en vue d'étendre ce droit aux mineures enceintes et isolées Proposition de loi	14384	285-1	
Modification de l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail (Prolongation du congé de maternité en cas de naissance d'un troisième enfant ou plus) Proposition de loi	14385	286-1	
Incitation du Gouvernement à examiner le problème de la pratique de l'euthanasie en Belgique, à informer la population sur la situation réelle, à en étudier les causes, à proposer des mesures concrètes pour y remédier, et ce, en vue du respect absolu de la vie humaine Proposition de résolution	14390	291-1	
Priorité à accorder à la ligne de chemin de fer 58, ancienne ligne 94 modernisée, pour le tracé du T.G.V. en Hainaut occidental Proposition de résolution	14391	292-1	
Conventions collectives de consommation Proposition de loi	14408	313-1	
Modification du C.I.R. en vue d'améliorer le statut du conjoint-aidant (Attribution d'une quotité des revenus professionnels) Proposition de loi	14446	354-1	
Modification du C.I.R. en vue de supprimer une discrimination en matière de réduction d'impôts pour charge de famille (Art. 84 et 85. — Personnes travaillant avec le contribuable, payées par lui et dont les rémunérations sont des charges professionnelles) Proposition de loi	14447	355-1	
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux Amendement	14463	371-3	1212
Discussion des articles			
Déclaration du Gouvernement (Accord de Gouvernement) Accord sur Fourons et Comines Justification de vote			368-369 368-369
Tragique méprise survenue à Ath le 16 juillet dernier (Personne blessée par balle par une patrouille de gendarmes) Question orale			1027-1028
Lieten-Croes (Mme) sénateur coopté			
Vérification de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			20
Modification de l'A.R. du 27 juin 1974 fixant au 1 ^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres P.M.S. de l'Etat Proposition de loi	14270	164-1	
Nom de famille de l'enfant (Port par l'enfant du nom de famille de sa mère) Proposition de loi	14271	165-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Lutgen, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau-Virton			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			11
Luyten, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			5, 6
Modification de l'article 2 de la loi communale (Nomination du bourgmestre sur présentation de l'Exécutif régional)			
Proposition de loi	14275	170-1	
Connaissances linguistiques requises en vue d'exercer certains mandats politiques des pouvoirs subordonnés dans l'agglomération bruxelloise			
Proposition de loi	14282	177-1	
Proposition déposée initialement par M. Valkeniers et reprise par M. Luyten, conformément à l'article 51 du règlement			1362-1363
Suppression des facilités linguistiques dans la commune de Biévène			
Proposition de loi	14284	179-1	
Proposition déposée initialement par M. Valkeniers et reprise par M. Luyten, conformément à l'article 51 du règlement			1362-1363
Modification de l'A.R. du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, tel qu'il a été ratifié par la loi du 30 décembre 1975 (Rattachement de Neerpede à Dilbeek)			
Proposition de loi	14285	180-1	
Proposition déposée initialement par M. Valkeniers et reprise par M. Luyten, conformément à l'article 51 du règlement			1362-1363
Modification de l'article 19 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée (Commune de milice)			
Proposition de loi	14303	198-1	
Propositions déposées initialement par M. Valkeniers et reprises par M. Luyten, conformément à l'article 51 du règlement			1362-1363
Modification de la loi du 27 février 1984 relative à l'élection du Parlement européen (Répartition des sièges entre flamands et francophones)			
Proposition de loi	14329	225-1	
Déclaration du Gouvernement (Accord de Gouvernement)			
Réforme de l'Etat			354, 355, 357
Mouvement flamand			354, 355, 356
Fédéralisme			354, 355, 356, 369
Nationalisme flamand			355, 356, 357
Elimination des séquelles sociales de la répression			356
Justification de vote			369
Révision de l'article 47, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution, en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des Représentants);			
Révision de l'article 48, alinéa 1 ^{er} de la Constitution (Constitution des collèges électoraux. — Suppression des mots « pour chaque province »)			748
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			
Justification de vote			1148-1151 1270
Manière et circonstances de la réaction du Premier Ministre à une phrase d'une allocution prononcée le 11 juillet par le Vice-Premier Ministre Schiltz, raisons pour lesquelles il a forcé ce dernier à retirer ses paroles et quelles aurait été l'alternative si celui-ci n'y avait pas été disposé			
Fait personnel (Nationalisme flamand. — <i>Vlaams Blok versus Volksunie</i>)			1285-1286 1287
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1353-1355, 1375, 1376, 1377
Excuses au Président Waldheim et massacres de Katyn			
Question orale			1387

	DOCUMENTS		ANN ALES
	R. A	N°	Pages
M			
Mainil, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies, Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et aux Victimes de la Guerre, adjoint au Ministre de la Justice et des Classes moyennes			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			8, 9
Rapport concernant l'élection des sénateurs et sénateurs suppléants de la province de Liège			9-10
Modification de et complément à la législation relative aux pensions et rentes des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit			968-969
Nécessité et modifications éventuelles des dates en ce qui regarde les ventes en solde (Question orale de M. Content)			996-997
Marchal, sénateur de l'arrondissement de Nivelles			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			7, 8
Martens, Premier Ministre			
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Politique de renouveau social et économique			191, 362
Adaptation permanente de notre appareil de production au renouvellement technologique			191, 193
Développements démographiques. — Dénatalité. — Effets sur les finances publiques et la sécurité sociale			191, 363
Intégration européenne. — Réalisation d'un marché européen ouvert à la circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes. — L'économie belge face à l'échéance de 1992			191, 192, 193, 362
Politique de l'emploi. — Lutte contre le chômage			191, 361, 362
Concertation sociale. — Accord interprofessionnel			191, 362
Programmes alternatifs de mise au travail			191, 362
Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer			191, 362, 363, 364
Réforme fiscale. — Plan pluriannuel de réduction de la pression fiscale			191-192, 363
Fiscalité des entreprises. — Impôt des sociétés			192, 363
Maintien de la compétitivité des entreprises			192, 361, 362
Aide à la recherche scientifique			192
Entreprises publiques			192
Marché des actions			192
Insider trading			192
Offres publiques d'achat (Mesures anti-raider)			192
Institutions publiques de crédit			192
P.M.E.			192
Politique agricole, horticole et en faveur de la pêche maritime			192
Politique énergétique. — Energie nucléaire. — Nouveau plan d'équipement du secteur de l'électricité			192, 364
Amélioration des transports publics			192
Projet T.G.V.			192, 363-364
Sauvegarde de la sécurité sociale et de la sécurité d'existence			192, 361-362, 363
Lutte contre la pauvreté			363
Réformes institutionnelles			192-193, 362, 364
Elargissement des compétences des Communautés et des Régions			192, 364
Financement des Communautés et des Régions			193, 364
Incidence sur le budget national			364
Election directe des Conseils des Communautés et des Régions			193
Suppression du double mandat de membre de la Chambre des Représentants et de membre des Conseils. — Réforme du système bicaméral			193
Garantie de la durée de la législature et de la stabilité gouvernementale			193
Extension des compétences de la Cour d'arbitrage			193
Statut de la Région de Bruxelles-Capitale			193, 364, 365
Communes à statut linguistique spécial			193, 347, 348, 362
			365
Demande en annulation au Conseil d'Etat. — Violation des articles 6, 6bis et 17 de la Constitution. — Question préjudicielle			193
Politique internationale			193
Paix et sécurité. — Désarmement Est-Ouest			193

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Martens (suite)			
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement) (suite)			
Aide publique à la coopération au développement			193, 362
Commerce extérieur			193
Interruption de grossesse			193, 365
Politique de l'environnement			193, 365
Conjoncture nationale			361
Endettement des pays du tiers monde			362
Mesures en faveur des victimes de la guerre. — Pensions			363
Politique de santé			363
Maîtrise des dépenses			363
Soins à domicile			363
Réforme de l'assurance-maladie			363
Réforme de l'Ordre des médecins			363
Contrôle des mutuelles. — Recommandations de l'audit			363
Présence, au sein du Gouvernement, d'un secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise qui n'habite pas dans les dix-neuf communes			365
Constitution d'un conseil scientifique pour l'éthique biomédicale			365
Elimination des séquelles sociales de la répression			365-366
Révision de l'article 47, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution, en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des Représentants);			
Révision de l'article 48, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution (Constitution des collèges électoraux. — Suppression des mots « pour chaque province »)			
Sur la demande de renvoi en commission par Mmes Delruelle-Ghobert et Herman-Michielsens afin de pouvoir être mis au courant d'un avis du Conseil d'Etat			739-740
Manière et circonstances de la réaction du Premier Ministre à une phrase d'une allocution prononcée le 11 juillet par le Vice-Premier Ministre Schiltz, raisons pour lesquelles il a forcé ce dernier à retirer ses paroles et quelle aurait été l'alternative si celui-ci n'y avait pas été déposé			
(Interpellation de M. Dillen)			1286
Paiement des aides à la presse écrite pour l'année 1988			
(Question orale de M. De Wasseige)			
Voir: M. Tobback			
Mathot, sénateur provincial de Liège			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			10
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1320-1324
Matthys, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Mayence-Goossens (Mme), sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			8, 9
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Interruption de grossesse			324

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Maystadt, Ministre des Finances			
Modification de la taxation des revenus des terrains donnés en location à des agriculteurs			742
Budget des Voies et Moyens de l'année 1988;			
Budget de la Dette publique de l'année 1988			
Réduction des charges d'intérêt de la dette publique			949
Recours par les institutions publiques de crédit au capital privé			956, 959
Modifications apportées au projet de budget initial			958-959
Estimation des recettes			958
Suppression de la vente de pièces de monnaie-écus en or			958
Abandon de la privatisation d'entreprises publiques			958-959
Vente de la participation de l'Etat dans Distrigaz			958-959
Réforme fiscale			959
Limitation des dépenses fiscales			959
Augmentation de la fiscalité indirecte (Carburant, tabac, alcool)			959
Politique budgétaire			959-961
Assainissement des finances publiques			959-960, 961
Effet boule de neige de la dette publique			959
Croissance économique			959, 960
Evolution des taux d'intérêts			960
Meilleure gestion des finances publiques et des services publics			960
Amélioration de la gestion du département des Finances. — Effectifs. — Information			960
Délégation générale à la réforme de la comptabilité de l'Etat			960
Projet de loi sur la compétitivité			960-961
Meyntjens, sénateur provincial d'Anvers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			6
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Extension des compétences des Régions à l'égard des administrations locales. — Tutelle administrative. — Communes à facilités. — Nomination du bourgmestre)			
Proposition de loi	14287	182-1	
Minet, sénateur coopté			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			20
Complément à l'A.R. du 28 mars 1969 dressant la liste des maladies professionnelles donnant lieu à réparation (Artistes du spectacle)			
Proposition de loi	14374	275-1	
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Sanctions disciplinaires envers les agents du C.P.A.S.)			
Proposition de loi	14407	312-1	
Modification de l'A.R. du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (Exemption pour handicapés des membres inférieurs)			
Proposition de loi	14453	358-1	
Modification de l'A.R. n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la T.V.A. et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux. (Voitures automobiles. — Taux réduit de 6 % pour handicapés des membres inférieurs)			
Proposition de loi	14454	359-1	
Modification du Code des taxes assimilées au timbre (Exemption de la taxe à l'immatriculation pour les handicapés des membres inférieurs)			
Proposition de loi	14455	360-1	
Moens, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			11
Complément à l'article 124 de l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage et à l'article 77 de l'A.M. du 4 juin 1964 relatif au chômage en vue de fixer l'admission au bénéfice des allocations de chômage en faveur des enfants des agents de nationalité belge chargés d'une mission d'intérêt public à l'étranger			
Proposition de loi	14360	256-1	
Modification de la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail, en ce qui concerne la cour du travail d'Anvers et les tribunaux du travail de Hasselt et de Tongres			
Proposition de loi	14366	262-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Moens (suite)			
Modification de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Art. 106, § 1. — Suspension de la prescription pour cause de force majeure) Proposition de loi	14500	413-1	
Modification de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ainsi que de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (Capacité du mineur d'âge) Proposition de loi	14501	414-1	
Postuniversitaire Centrum Limburg Proposition de loi	14502	415-1	
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement) Réforme de l'Etat Pacte d'Egmont Réforme du Sénat			306-307 306-307 307
Mommerency, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			14, 15
Monfils, sénateur de l'arrondissement de Liège			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			9, 10
Compétence du Conseil d'Etat en matière d'actes administratifs relatifs aux communes périphériques et aux communes de la frontière linguistique Proposition de loi	14137	31-1	
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés) Amendements Amendement Discussion des amendements	14038	100-1/4° 100-1/13°	559, 560, 566, 567
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés) Amendements Amendements Discussion des amendements	14069	100-2/3° 100-2/8°	570-576, 608 610, 613, 614, 615-616-617
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des Régions) Amendement Justification de vote	14099	100-7/5°	837-838
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux Amendements Amendements Question préjudicielle (Majorité simple ou majorité spéciale requise pour l'adoption du projet) Discussion des articles	14463	371-9 371-23	1116-1119, 1165-1166 1083-1085 1172-1173, 1179, 1204-1205, 1207-1208
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles Amendements Amendements Amendement Amendement Amendement Amendement Amendement Amendement Discussion des articles	14493	405-22 405-23 405-32 405-37 405-39 405-51 405-52	1435, 1436-1437, 1438-1439-1440, 1458, 1464, 1473-1474, 1476, 1482

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N ^o	Pages
Monfils (suite)			
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Réforme de l'Etat			
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			259-264, 265
Elargissement des compétences des Communautés et des Régions			259-260, 264
Régionalisation de l'infrastructure et des travaux publics. — Voies navigables et travaux portuaires			260
Fonction publique. — Statuts administratifs			260, 261
Problématique des finances des grandes villes			260
Fonds des communes et Fonds d'aide au redressement financier des communes			260-261
Non-régionalisation de la politique agricole			261
Non-fusion de la Communauté française et de la Région wallonne			261
Financement des Régions et des Communautés. — Clé de répartition			261-264, 265
Fonds des communes			262
Politique de santé			
Atteinte au libre exercice de la médecine			264-265
Atteinte au secret médical			264
Maîtrise des dépenses. — Réforme de l'A.M.I. — Honoraires des prestataires de soins			264
Mutuelles. — Réforme. — Gestion financière			264-265
Révision de l'article 47, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution, en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des Représentants);			
Révision de l'article 48, alinéa 1 ^{er} de la Constitution (Constitution des collèges électoraux. — Suppression des mots « pour chaque province »)			760-762, 767
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1337-1341, 1428-1429
Moureaux Ph., Vice-Premier Ministre et Ministre de la Région bruxelloise et des Réformes institutionnelles			
Révision de l'article 47, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution, en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des Représentants);			
Révision de l'article 48, alinéa 1 ^{er} de la Constitution (Constitution des collèges électoraux. — Suppression des mots « pour chaque province »)			764-766, 767
Révision de l'article 108 ^{ter} de la Constitution (Agglomération bruxelloise)			826-829
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les Conseils provinciaux.			
Discussion des articles			1126
			1176, 1177, 1180,
			1181, 1183, 1184,
			1187, 1189, 1190,
			1191, 1193, 1196,
			1198, 1199, 1200,
			1203, 1204, 1208,
			1212
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1337, 1339, 1347,
			1348, 1349, 1355,
			1423-1428

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Moureaux Ph. (suite)			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles Discussion des articles			1434, 1435, 1437, 1439, 1440, 1446, 1448, 1449, 1453, 1455, 1456, 1459, 1460, 1461, 1462, 1464, 1465
Moureaux S., sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			7, 8
Révision de l'article 108ter de la Constitution (Agglomération bruxelloise)			800-804, 816, 817, 820
Rapport	14094	100-6/2°	
Modification de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions			
Proposition de loi	14335	232-1	
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Secret de l'instruction)			
Proposition de loi	14336	233-1	
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			299-300, 301
Elargissement des compétences des Régions et Communautés			300, 301
Statut de la Région de Bruxelles-Capitale			300, 301
Procédé des lois-cadres			300-301
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			519-521, 550
Sécurité des représentants de l' <i>African National Congress</i> à Bruxelles			
Interpellation			675-676, 679
Révision de l'article 47, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution, en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des Représentants);			
Révision de l'article 48, alinéa 1 ^{er} de la Constitution (Constitution des collèges électoraux. — Suppression des mots « pour chaque province »)			747
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1121-1124
Question préjudicielle (Majorité simple ou majorité spéciale requise pour l'adoption du projet)			1083
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1372-1374
Mouton, sénateur provincial de Liège, Secrétaire du Sénat			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			10
Réaffectation définitive des enseignants nommés dans une fonction de sélection dans l'enseignement de l'Etat et mis en disponibilité par suppression d'emploi			
Proposition de loi	14266	160-1	
Abrogation de l'A.R. n° 296 du 31 mars 1984 relatif aux membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement de l'Etat			
Proposition de loi	14403	308-1	
Mesures urgentes en matière d'enseignement			906
Rapport	14457	362-2	
Amendement		362-6	
Amendement		362-8	
Discussion des articles			935, 936

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Mouton (suite)			
Elu secrétaire du Sénat			32
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			257
Réformes institutionnelles			257-258
Communautarisation de l'enseignement			258
Restrictions budgétaires en matière d'enseignement			258
Lutte contre les échecs scolaires			258
Adéquation du système scolaire aux besoins de l'économie			258
Décentralisation de l'enseignement organisé par la Communauté française			258
Budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1987;			
Ajustement du budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1985;			
Ouverture de crédits au budget de l'Education nationale (Régime français) destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures;			
Budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1987;			
Ajustement du budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1985;			
Ouverture de crédits au budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures;			
Budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1987;			
Ajustement du budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1985;			
Déficit structurel du secteur francophone pour l'exercice 1987			515
Justification de vote			459
N			
Nélis (Mme), sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			8, 9
Egalité de droits et de traitement entre étrangers et Belges			
Proposition de loi	14264	158-1	
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Politique de l'emploi			352-353
Partage du travail			352
Réorientation des jeunes demandeurs d'emploi			352
Investissements			352-353
Chômeurs de longue durée			353
Noerens, sénateur coopté			
Vérification de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			20
Intégration des Antilles néerlandaises dans le champ d'action de la coopération belge au développement			
Proposition de loi	14136	30-1	
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Coopération au développement			265-267
Aide publique à la coopération			265
Réduction des dépenses de cabinet			265-266
Etudiants en provenance de pays en voie de développement. — Financement des universités			266
Réforme de l'A.G.C.D.			266
Endettement des pays du tiers monde			266
Organisations non gouvernementales			266
Mesures d'économie quant au nombre des membres du Gouvernement et à leurs cabinets			267
Commerce extérieur. — Promotion des exportations			267
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			591-594
Octroi à un joueur de football d'un sursis d'appel et nouvelle option politique en matière d'octroi des sursis			869-870
Mesures urgentes en matière d'enseignement			910-911
O			
Op 't Eynde, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik, Secrétaire du Sénat			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			11
Elu secrétaire du Sénat			32

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Ottenbourgh, sénateur provincial de Brabant			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			8
P			
Panneels-Van Baelen (Mme), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Secrétaire du Sénat			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			7, 8
Naturalisations			
Rapport	13934	222-2	
Naturalisations			
Rapport	14031	231-2	
Naturalisations			
Rapport	14359	342-2	
Elu secrétaire du Sénat			32
Paque, sénateur de l'arrondissement de Liège, Questeur du Sénat			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			9, 10
Naturalisations			
Rapport	13934	222-2	
Naturalisations			
Rapport	14031	231-2	
Naturalisations			
Rapport	14359	342-2	
Complément à l'article 84 de la loi communale relatif à la nomination des membres du personnel communal (Domicile)			
Rapport	13959	353-2	
Rapport concernant l'élection des sénateurs et sénateurs suppléants de la province de Hainaut			8-9
Elu questeur du Sénat		33	
Pataer, sénateur provincial de Flandre orientale			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Modification de l'A.R. du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiles ou de missions civiles			
Proposition de loi	14135	29-1	
Modification de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales modifiée par l'A.R. n° 424 du 1 ^{er} août 1986, en ce qui concerne l'interruption de la carrière professionnelle			
Proposition de loi	14242	136-1	
Abrogation de l'article 65 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, relatif à l'élection des comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail (Protection des anciens délégués du personnel)			
Proposition de loi	14243	137-1	
Garantie du revenu des travailleurs âgés mis au chômage			
Proposition de loi	14272	166-1	
Complément à l'article 2 et abrogation de l'article 5 de la loi du 18 juillet 1985 relative à la publication des sondages d'opinion (Interdiction de publication des sondages électoraux)			
Proposition de loi	14325	220-1	
Modification des articles 41 et 51 du C.I.R. (Frais exposés par les travailleurs pour leurs déplacements du domicile au lieu de travail)			
Proposition de loi	14326	221-1	
Interdiction de l'octroi de prêts à l'Afrique du Sud et de la vente de pièces d'or sud-africaines à des fins de placement			
Proposition de loi	14367	268-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Pataer (suite)			
Abrogation de l'article 267 du Code pénal (Antériorité obligatoire du mariage civil par rapport au mariage religieux)			
Proposition de loi	14368	269-1	
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme			1050-1052
Amendements	13263	357-3	
Amendements		357-4	
Discussion des articles			1061-1062, 1065-1066, 1263, 1264
Justification de vote			1273
Statut de l'éducateur spécialisé			
Proposition de loi	14494	408-1	
Accident nucléaire de Tchernobyl			
Deuxième rapport de la Commission d'information et d'enquête			123-124
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Politique de redressement économique			339-340
Politique industrielle			339
Politique de l'emploi			339-340
Flexibilité de la législation du travail			339
Redistribution du travail			340
Chômage des jeunes			340
Chômeurs de longue durée			340
Allocations de chômage			340
Protection légale des délégués syndicaux			341
Retrait du mandat du président du syndicat du personnel de la gendarmerie			341
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			541-543
Sécurité des représentants de l' <i>African National Congress</i> à Bruxelles			676-677
Modification de la taxation des revenus des terrains donnés en location à des agriculteurs			742
Justification de vote			776
Possibilité de sanctions contre l'Afrique du Sud en cas d'exécution des « six de Sharpeville »			
Question orale			991
Récant accord médico-mutualiste			1005-1006
Pécriaux, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			8, 9
Approbation du Protocole entre la Belgique et la France relatif à l'octroi aux ressortissants belges et français des avantages prévus par les législations des deux pays en faveur des anciens combattants et prisonniers de guerre			386-387
Rapport	13917	296-2	
Approbation des Actes internationaux suivants: 1. Accord entre les Etats-Unis et la Belgique, la R.F.A., l'Italie, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord concernant les inspections dans le cadre du Traité entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, et Annexe; 2. Accord entre la Belgique et l'U.R.S.S. relatif aux inspections sur le territoire belge prévues par le Traité entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, conclu par échange de notes			974-975
Rapport	14452	364-2	
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Amnistie			267
Mesures en matière de respect des droits des prisonniers et des victimes de guerre			267
Position du Gouvernement à l'égard de la proposition de créer en Europe une zone sans armes chimiques et une zone dénucléarisée			863
Pede, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme			1035-1036
Amendements	13263	357-5	
Demande de renvoi en commission par motion d'ordre			1032
Discussion des articles			1072-1073, 1264, 1266

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Pede (suite)			
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1094-1097, 1166-1167
Amendements	14463	371-4	
Amendements		371-5	
Amendements		371-10	
Amendements		371-11	
Amendements		371-12	
Amendements		371-13	
Amendements		371-14	
Question préjudicielle (Majorité simple ou majorité spéciale requise pour l'adoption du projet). — Amendement à la motion			1085
Discussion des articles			1177-1178, 1180-1181, 1184, 1192
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			576-579
Peetermans, sénateur provincial de Brabant			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			8
Rapport sur la vérification des pouvoirs des sénateurs suppléants auxquels le Sénat avait accordé un délai pour justifier leur éligibilité			22
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Paix et sécurité			327-328
Nos engagements envers l'Otan			327, 328
Désarmement nucléaire			327
Union de l'Europe occidentale			327
Mission militaire dans le golfe Persique (Démineurs)			327
Valorisation du service militaire			328
Service civil			328
Achats militaires. — Compensations économiques			328
Peeters, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Pension de retraite des C.M.T.)			
Proposition de loi	14223	117-1	
Plan d'urgence en vue de combattre le chômage des jeunes			
Proposition de loi	14224	118-1	
Réalisation de la réintégration administrative en ce qui concerne les droits à la pension (Séquelles de la répression et de l'épuration)			
Proposition de loi	14225	119-1	
Admission de certaines périodes pour le calcul de la durée de l'occupation habituelle et principale qui est prouvée et donne droit à une pension de retraite ou de survie (Détenus politiques d'après-guerre)			
Proposition de loi	14226	120-1	
Modification du tableau annexé à l'article 8 de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques (Personnel de la Régie des postes. — Mise en disponibilité pour convenance personnelle)			
Proposition de loi	14227	121-1	
Modification de l'A.R. du 24 juin 1987 fixant les cas dans lesquels l'octroi des allocations familiales est suspendu lorsque l'enfant effectue son service militaire ou son service civil			
Proposition de loi	14228	122-1	
Cours d'épidémiologie et de prévention dans les universités			
Proposition de résolution	14394	298-1	
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Politique de santé			314-315
Maîtrise des dépenses dans le secteur de l'A.M.I.			314, 315
Soins de santé primaires. — Soins à domicile			314, 315
Offre excédentaire de prestataires de soins			315
Aspects communautaires de la sécurité sociale et de l'A.M.I.			315

	DOCUMENTS		ANNALLES
	R. A	N°	Pages
Peeters (suite)			
Récemment accord médico-mutualiste Interpellation			999-1001
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations; Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet; Fédéralisation des soins de santé; Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1357-1359
Petitjean, sénateur provincial de Hainaut			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			9
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriation (Exécutifs régionaux) Proposition de loi	14111	5-1	
Modification de l'article 1162 du Code civil (Interprétation des contrats d'adhésion) Proposition de loi	14112	6-1	
Extension du bénéfice de la souscription d'un contrat d'épargne-pension aux contribuables assujettis à l'impôt des non-résidents Proposition de loi	14113	7-1	
Modification de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention en vue d'assurer une meilleure protection des découvertes pharmaceutiques Proposition de loi	14114	8-1	
Réglementation de l'insémination artificielle des êtres humains Proposition de loi	14115	9-1	
Protection de la créativité publicitaire Proposition de loi	14116	10-1	
Protection du portefeuille des courtiers en assurances (Cession) Proposition de loi	14117	11-1	
Calcul plus rapide du montant des cotisations sociales des indépendants Proposition de loi	14118	12-1	
Reconnaissance d'organisations non gouvernementales d'envoi de volontaires dans le tiers monde Proposition de loi	14119	13-1	
Complément à l'article 401bis du Code pénal en vue de réprimer les mutilations sexuelles Proposition de loi	14120	14-1	
Cofinancement par l'Etat de projets de développement réalisés par les organisations non gouvernementales Proposition de loi	14121	15-1	
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Election des membres du Conseil. — Certificat de bonne vie et mœurs) Proposition de loi	14122	16-1	
Mise à la disposition des pays du tiers monde de prépensionnés ayant mission de formation Proposition de loi	14328	224-1	
Extension de l'octroi de la médaille commémorative des opérations humanitaires armées (Congo-Zaïre et Ruanda-Urundi. — Militaires belges mobilisés dans le cadre de la Force Publique) Proposition de loi	14483	403-1	
Pinoie, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			14, 15
Poulain, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			12, 13

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Poulet, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			7, 8
Aboutissement de la réforme fiscale (Vote du projet en séance publique avant les vacances parlementaires)			
Proposition de résolution	14433	338-1	
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer			315-316
Politique monétaire			315
Mise en application des conclusions du rapport de la Délégation générale à la réforme de la comptabilité de l'Etat			315-316
Réforme fiscale			316
Amélioration de la qualification professionnelle de la population active			316
Réforme de l'Etat			316-317
Statut de la Région de Bruxelles-Capitale			316, 317
Communautarisation de l'enseignement			316
Elargissement des compétences des Communautés et des Régions			316, 317
Financement des Communautés et des Régions			316
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			316-317
Compétences de l'Etat en matière de politique industrielle			317
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			536
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			594-595
Budget des Voies et Moyens de l'année 1988;			
Budget de la Dette publique de l'année 1988			
Politique budgétaire. — Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer			946-948
A.M.I.			946
Réduction de l'effet boule de neige de la dette publique			947
Problématique des taux d'intérêt			947
Amélioration de l'efficacité de la gestion publique			947-948
Rapport de la Délégation générale à la réforme de la comptabilité de l'Etat			948
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1419-1422
Priëls, sénateur provincial de Flandre orientale			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
S			
Saulmont, sénateur provincial de Namur			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			12, 13
Schellens, sénateur de l'arrondissement de Louvain			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			7, 8
Schoeters, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			5, 6
Rapport concernant l'élection des sénateurs et sénateurs suppléants de la province de Limbourg			10-11

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Schoeters (suite)			
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			290-291
Protection légale des délégués syndicaux			291-292
Régionalisation de l'infrastructure et des travaux publics			
Politique portuaire. — Traités de l'eau. — Négociations avec les Pays-Bas au sujet du canal de Baalhoek et de l'approfondissement de l'Escaut occidental			291
Sceuw, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo, deuxième Vice-Président du Sénat			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Elu deuxième vice-président du Sénat			32
Accident nucléaire de Tchernobyl			
Deuxième rapport de la Commission d'information et d'enquête			89-90
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Politique de l'enseignement			329-330
Communautarisation de l'enseignement			329, 330
Enseignement de l'Etat			329, 330
Conseil autonome de l'enseignement de l'Etat			330
Fonds des bâtiments scolaires			330
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots «L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite» (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			534-536
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1334-1337
Simonet, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			7, 8
Modification de l'article 172 de la loi communale (Statut et conditions de recrutement des membres du corps de la police communale)			
Proposition de loi	13143	37-1	
Institution d'une consultation populaire sur le confédéralisme et ses implications			
Proposition de loi	14222	116-1	
Smeers, sénateur coopté			
Vérification de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			20
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme			1052-1053
Smet, (Mme), Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale, adjoint au Premier ministre			
Contamination de la nappe phréatique au Centre d'étude de l'énergie nucléaire à Mol (Question orale de M. Gryp)			456
Exportation par la Belgique de déchets toxiques vers des pays du tiers monde (Interpellation de Mme Aelvoet)			721-722
Politique menée par le Gouvernement belge pour assurer la qualité des eaux du bassin mosan (Interpellation de M. Lannoye)			1018-1019
Projets du Gouvernement en matière de traitement de déchets toxiques, en particulier des composés organo-chlores (Question orale de M. Lannoye)			
Voir: Mme D'Hondt-Van Opend Bosch			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Spitaels, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath-Mouscron			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Convocation d'un Parlement européen constituant Proposition de résolution	14339	236-1	8, 9
Sprockeels, sénateur de l'arrondissement de Louvain			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			7, 8
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des régions) Amendements	14099	100-7/4°	
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles Amendement	14493	405-3	
Amendements		405-4	
Amendement		405-5	
Amendements		405-6	
Amendement		405-7	
Amendement		405-9	
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			595-596
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations; Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet; Fédéralisation des soins de santé; Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1370-1372
Staels-Dompas (Mme), sénateur coopté			
Vérification de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			20
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Communes à facilités de la périphérie bruxelloise			346-348, 369
Tutelle administrative			347-348
Transformation de la Cour d'arbitrage en Cour constitutionnelle			348
Demande en annulation au Conseil d'Etat. — Violation des articles 6, 6bis et 17 de la Constitution. — Question préjudicielle			348
Instauration du référendum			348
Justification de vote			369
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			
Sur la demande d'ajournement du débat			
Justification de vote			468
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			609-610
Votes réservés			
Justification de vote			656
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1158-1160, 1168
Question préjudicielle (Majorité simple ou majorité spéciale requise pour l'adoption du projet)			1083
Justification de vote			1268
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			
Discussion des articles			1465

	DOCUMENTS		ANNALÉS
	R. A	N°	Pages
Stroobant, sénateur provincial de Brabant			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			8
Modification de l'article 70 de la loi communale, modifié par la loi du 14 juillet 1983, en ce qui concerne l'obligation pour le collège des bourgmestres et échevins de faire un rapport sur l'administration et sur la situation des affaires de la commune dans une séance à laquelle le public est admis			
Proposition de loi	14215	109-1	
Protection du licenciement des délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail			
Proposition de loi	14231	125-1	
Organisation d'une conférence nationale sur l'emploi			
Proposition de résolution	14348	245-1	
Création d'une commission d'enquête concernant la manière dont, en Belgique, les responsables syndicaux sont effectivement protégés contre les licenciements et les discriminations dans les entreprises			
Proposition	14380	281-1	
Insertion d'un article 30bis dans les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970 (Définition de la notion de maladie professionnelle)			
Proposition de loi	14460	372-1	
Demande au Conseil national du Travail d'émettre un avis concernant la signification, la portée et les différentes composantes de la flexibilité et de la dérégulation dans les relations du travail			
Proposition de résolution	14461	373-1	
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			303-304
Politique économique et sociale			304
Politique de l'emploi			304
Flexibilité dans les relations du travail			304-305
Sécurité sociale et nouvelle pauvreté			305
Protection légale des délégués syndicaux			305
Compétence constitutionnelle de la Cour d'arbitrage			305
Suykerbuyk, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			5, 6
Complément à l'article 161 du Code civil par un second alinéa (Empêchement de mariage constitué par l'alliance)			
Proposition de loi	14255	149-1	
Rattachement d'une partie du territoire de la commune de Stabroek au territoire de la ville d'Anvers ainsi qu'échange de portions de territoire entre la commune de Stabroek et la ville d'Anvers			1029
Proposition de loi	14256	150-1	
Complément aux articles 9 et 29 des dispositions transitoires de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire (Traitement et pension des anciens greffiers et greffiers adjoints près les conseils de prud'hommes de première instance et d'appel)			
Proposition de loi	14356	253-1	
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Augmentation du nombre des membres du conseil. — Vice-président)			
Proposition de loi	14357	254-1	
Modification de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales (Champ d'application de la loi. — Intervention du comité socio-économique et de la commission provinciale pour la distribution)			
Proposition de loi	14358	255-1	
Modification dans le tableau figurant à l'article 1 ^{er} de la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance, de la colonne intitulée «Greffier-chef de service» (Furnes, Ypres, Marche-en-Famenne, Neufchâteau)			
Proposition de loi	14409	314-1	
Modification de la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail, en ce qui concerne la cour du travail d'Anvers, le tribunal du travail de Turnhout et le tribunal du travail de Tongres			
Proposition de loi	14410	315-1	
Rattachement d'une partie du territoire de la commune de Stabroek au territoire de la ville d'Anvers ainsi qu'échange de portions de territoire entre la commune de Stabroek et la ville d'Anvers			
Rapport	14451	363-2	
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1986;			
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1987			
Crédits: Affaires étrangères			378
Ratification de la Convention Benelux sur la coopération transfrontalière			378
Observations du Conseil d'Etat			

	DOCUMENTS		ANN'ALES
	R. A	N°	Pages
Suykerbuyk (suite)			
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			586-587
Ratification de la Convention Benelux en matière de coopération transfrontalière entre les autorités de droit public			1027
Question orale			
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1100-1103, 1153
Rôle de la gendarmerie dans la lutte contre la drogue			1384
Question orale			
Swaelen, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			5, 6
Modification de l'article 1468 du Code judiciaire (Saisie conservatoire de navires et bateaux. — Entreprises d'arrimage et entreprises connexes)			
Proposition de loi	14484	394-1	
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			486-488
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			552
Approbation des Actes internationaux suivants: 1. Accord entre les Etats-Unis et la Belgique, la R.F.A., l'Italie, les Pays-Bas et la Grande Bretagne et l'Irlande du Nord concernant les inspections dans le cadre du Traité entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, et Annexe; 2. Accord entre la Belgique et l'U.R.S.S. relatif aux inspections sur le territoire belge prévues par le Traité entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, conclu par échange de notes			981-982
Swinnen, sénateur coopté			
Vérification de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			20
Approbation de la Convention entre la Belgique et les Pays-Bas sur l'assistance mutuelle dans la lutte contre les catastrophes et les accidents			387
Mesures urgentes en matière d'enseignement			912-913
T			
Taminiaux, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			8, 9
Révision de l'article 47, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution, en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des Représentants)			743-745
Rapport	14054	100-4/2°	
Révision de l'article 48, alinéa 1 ^{er} de la Constitution (Constitution des collèges électoraux. — Suppression des mots « pour chaque province »)			743-745
Rapport	14055	100-5/2°	
Garantie du revenu des travailleurs âgés mis au chômage	14272	166-1	
Proposition de loi			
Exercice de la kinésithérapie	14536	449-1	
Proposition de loi			
Exercice de la logopédie	14537	450-1	
Proposition de loi			

	DOCUMENTS		ANNALLES
	R. A	N°	Pages
Taminiaux (suite)			
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Lutte contre le chômage			283-284, 285
Programmes alternatifs de mise au travail			284
C.S.T. et T.C.T.			284
Restauration d'un nouveau système de contrôle du chômage			284
Harmonisation en matière de reconnaissance de diplômes d'enseignement			284
Onem			284-285
Réorientation des jeunes chômeurs			284-285
Sections de formation professionnelle			285
dans la région du Centre			285
Politique sociale			284, 285
A.M.I. — Rétablissement du système du tiers payant			284
Lutte contre la pauvreté. — Rôle des C.P.A.S.			285
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			589-591
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des régions)			780
Mesures urgentes en matière d'enseignement			917-918
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1356-1357
Amélioration du sort des chômeurs âgés			
Question orale			1386
Suppression prévue par l'accord de gouvernement, de l'expérience des cadres spéciaux temporaires			
Question orale			1386
Tindemans, Ministre des Relations extérieures			
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1986;			
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1987			
Crédits: Affaires étrangères			
Relations Est-Ouest			375-377, 383
Rencontre au Sommet de Moscou			375-377
Maîtrise des armements			375-377
Armes nucléaires			375-376
Armes chimiques			376
Armes conventionnelles			376
Troisième session de la conférence spéciale de l'O.N.U.			376-377
C.E.E.			377
Bonne gestion du budget			377
Renforcement de la cohésion entre les régions			377
Réalisation d'un grand marché intérieur			377
Renforcement du système monétaire européen			378
Rapprochement avec le C.O.M.E.C.O.N.			378
Réunion du Comité des ministres des Affaires étrangères du Benelux le 25 mai 1988			383
Ratification de la Convention Benelux sur la coopération transfrontalière			383
Réalisation de l'Acte unique européen			383
Relations avec les pays de l'A.S.E.A.N. (Asie)			383
Elargissement des compétences des Communautés et des Régions			383
Conclusion de traités			383
Problème du caractère contraignant des directives européennes			384
Postes diplomatiques à l'étranger			384
Information des diplomates			384
Politique en matière d'immeubles et de logement			384
Introduction de l'informatique			384
Problème d'effectifs			384
Situation des épouses des diplomates			384
Situation en Afrique du Sud. — Délégations			384
Problème du Traité des minerais au Pôle sud			385
Traité de Canberra			385
Disparition du docteur Jan Cools au Liban. — Démarches officielles			385

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Tindemans (suite)			
Position du Gouvernement à l'égard de la proposition de créer en Europe une zone sans armes chimiques et une zone dénucléarisée (Interpellation de M. De Belder)			863-866
Position du Gouvernement à l'égard de la proposition de créer en Europe une zone sans armes chimiques et une zone dénucléarisée (Interpellation de M. Wyninckx)			863-866
Approbation des Actes internationaux suivants : 1. Accord entre les Etats-Unis et la Belgique, la R.F.A., l'Italie, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord concernant les inspections dans le cadre du Traité entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, et Annexe; 2. Accord entre la Belgique et l'U.R.S.S. relatif aux inspections sur le territoire belge prévues par le Traité entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, conclu par échange de notes			975-977, 987-989-990
Possibilité de sanctions contre l'Afrique du Sud en cas d'exécution des « six de Sharpeville » (Question orale de M. Pataer)			991
Position du Gouvernement à l'égard des nouvelles propositions de l'Union soviétique en matière de désarmement conventionnel en Europe (Question orale de M. Wyninckx)			1026-1027
Ratification de la Convention Benelux en matière de coopération transfrontalière entre les autorités de droit public (Question orale de M. Suykerbuyk)			1027
Disparition d'un médecin belge au Moyen-Orient (M. J. Cools) (Question orale de M. Falise)			1278-1279
Point de vue du Gouvernement à propos des négociations menées par l'Afrique du Sud, l'Angola, le Cuba et les Etats-Unis d'Amérique (Question orale de M. De Belder)			1280-1281
Position du Gouvernement belge à l'égard de l'examen que le Parlement européen a consacré au scandale des déchets nucléaires lequel implique la Belgique et l'Allemagne (Interpellation de M. Gryp)			1293-1296, 1297
Excuses au Président Waldheim et massacres de Katyn (Question orale de M. Luyten)			1387
Tobback, Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales			
Certains problèmes d'application des A.R. d'exécution de la loi du 11 février 1986 sur la police communale, de même que l'opportunité de prendre en considération les résultats publiés par l'audit réalisé par la s.a. <i>Team Consult</i> (Interpellation de M. Vandenhaute)			668-669-672
Situation financière des villes et des communes (Interpellation de M. Antoine)			876-878
Paiement des aides à la presse écrite pour l'année 1988 (Question orale de M. de Wasseige)			1026
Tragique méprise survenue à Ath le 16 juillet dernier (Personne blessée par balle par une patrouille de gendarmes) (Question orale de M. Lenfant)			1028
Prévention de manifestations qui visent à déstabiliser le régime démocratique (V.M.O. et Front national) (Question orale de Mme Truffaut)			1282
Rôle de la gendarmerie dans la lutte contre la drogue (Question orale de M. Suykerbuyk)			1384-1385
Toussaint, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin, Premier Vice-Président du Sénat (à partir du 16 mai 1988)			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Elu premier vice-président du Sénat			8, 9 199
Truffaut (Mme), sénateur provincial de Liège			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Réaffectation définitive des enseignants nommés dans une fonction de sélection dans l'enseignement de l'Etat et mis en disponibilité par suppression d'emploi Proposition de loi	14266	160-1	10

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Truffaut (suite)			
Interruption de grossesse, modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code Proposition de loi	14350	247-1	
Modification de l'article 24 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures (Incinération) Proposition de loi	14351	248-1	
Complément à l'article 124 de l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage et à l'article 77 de l'A.M. du 4 juin 1964 relatif au chômage en vue de fixer l'admission au bénéfice des allocations de chômage en faveur des enfants des agents de nationalité belge chargés d'une mission d'intérêt public à l'étranger Proposition de loi	14360	256-1	
Complément à l'article 24 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive et de l'article 44 de la loi du 15 juin 1899 comprenant le Code de procédure pénale militaire (Délivrance d'une copie du mandat de perquisition) Proposition de loi	14399	303-1	
Modification du Code des impôts sur les revenus en vue d'instaurer une déduction fiscale des frais de garde des enfants en bas âge Proposition de loi	14401	306-1	
Rapport concernant l'élection des sénateurs et sénateurs suppléants de la province de Brabant			6-8
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement) Problématique des finances des grandes villes. — Anvers et Liège Fonds des communes et Fonds d'aide pour le redressement financier des communes			272-273 272, 273
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des Régions)			783-784
Situation financière des villes et des communes			876
Budget des Voies et Moyens de l'année 1988; Budget de la Dette publique de l'année 1988			
Assainissement des finances publiques. — Effet boule de neige de la dette publique. — Solde net à financer			952-953
Modification de et complément à la législation relative aux pensions et rentes des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit			968
Prévention de manifestations qui visent à déstabiliser le régime démocratique (V.M.O. et Front national) Question orale			1281
Tyberghien-Vandenbussche (Mme), sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			14, 15
Complément à l'article 116, § 2, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier (Instituteurs qui à la date du 31 décembre 1960, accomplissaient leur service militaire ou étaient occupés dans l'enseignement moyen ou technique subventionné) Proposition de loi	14497	410-1	
U			
Urbain, Ministre du Commerce extérieur			
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1986;			
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1987			
Crédits : Commerce extérieur			388-389
Echanges commerciaux de l'U.E.B.L.			388
Conjoncture internationale			388
Balance commerciale			388
Endettement des pays en voie de développement			388
Rôle de l'O.B.C.E.			389
Activités du Fonds du commerce extérieur. — Compressions budgétaires			389
Système « Copromex »			389
Fonds pour le financement des prêts à des Etats étrangers			389-390
Prêts d'Etat à Etat			390
Informatisation de l'O.B.C.E.			390
Statut des prospecteurs commerciaux			390

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
V			
Vaes, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment d'abord en français, puis en néerlandais			7, 8
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Limitation) Proposition de loi	14196	90-1	
Abrogation de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, modifiée par la loi du 1 ^{er} juillet 1964 Proposition de loi	14197	91-1	
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés) Amendement Amendement Discussion des amendements	14038	100-1/8° 100-1/9°	564-565, 567 816-820
Révision de l'article 108 ^{ter} de la Constitution (Agglomération bruxelloise) Amendements Discussion des amendements Votes réservés Justification de vote	14094	100-6/3°	832-833 839
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des régions) Amendement	14099	100-7/3°	781-783
Modification de l'article 12, dernier alinéa, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Titre de séjour) Proposition de loi	14220	114-1	
Création des comités consultatifs d'habitants auprès des sociétés d'habitations sociales de la Région bruxelloise Proposition de loi	14221	115-1	
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles Amendement Amendement Discussion des articles	14493	405-42 405-44	1439, 1440, 1456- 1457, 1471
Interdiction de l'importation de charbon sud-africain Proposition de résolution	14525	438-1	
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement) Enseignement Renouvellement Abrogation des mesures d'économie de Val-Duchesse Lutte contre les échecs scolaires Instauration d'un conseil autonome de l'enseignement, pluraliste et indépendant Financement de l'enseignement Recherche scientifique Répartition des dotations pour les bourses d'études Enseignement maternel Nécessité d'une société multiculturelle Financement des Régions et des Communautés. — Clé de répartition Bruxelles Impact de la réforme fiscale de l'impôt sur les revenus sur les recettes communales Statut de la Région de Bruxelles-Capitale Comités de coopération entre la Région bruxelloise et le pouvoir national et entre la Région bruxelloise et la Région flamande Affaires biculturelles Parité des emplois de l'administration régionale bruxelloise Tutelle du pouvoir central Politique relative aux migrants. — Bruxelles Suppression du Conseil économique régional du Brabant et création d'un Conseil économique bruxellois Garanties quant à la simultanéité du vote sur le statut autonome de la Région bruxelloise et de celui sur les dispositions légales concernant les communes à facilités Régionalisation de la S.T.I.B. Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés); Révision de l'article 59 ^{bis} de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés); Révision de l'article 107 ^{ter} de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement) Mesures urgentes en matière d'enseignement			285, 286-287 285 286, 287 286-287 287 287 287 287 287 285 285-286 286, 289 286 287-289 288 288 288 288 289 289 289 289-290 502-504 915-917

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Vaes (suite)			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations; Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet; Fédéralisation des soins de santé; Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles Justification de vote			1346-1351 1557
Valkeniers, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Secrétaire du Sénat (Jusqu'au 16 mai 1988), Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, adjoint au Ministre de la Région bruxelloise			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais Création d'une commission d'enquête du Sénat sur le détournement de milliards de francs dans le cadre de la sécurité sociale Proposition			7, 8
Réorganisation des arrondissements électoraux de la province de Brabant (Bruxelles-Hal-Vilvorde et Bruxelles-Nivelles)	14172	66-1	
Proposition de loi	14175	69-1	
Détermination de la composition et du chef-lieu des cantons des arrondissements électoraux de Bruxelles-Hal-Vilvorde et de Bruxelles-Nivelles	14176	70-1	
Proposition de loi	14177	71-1	
Réorganisation du territoire belge en provinces et en un territoire de Bruxelles-Capitale (Brabant wallon et Brabant flamand)	14177	71-1	
Proposition de loi	14274	169-1	
Révision des articles 65 et 86bis de la Constitution (Mode de répartition des portefeuilles ministériels entre Flamands et francophones)	14274	169-1	
Proposition de déclaration	14275	170-1	
Modification de l'article 2 de la loi communale (Nomination du bourgmestre sur présentation de l'Exécutif régional)	14275	170-1	
Proposition de loi	14276	171-1	
Détermination du nombre des échevins et présentation du bourgmestre	14276	171-1	
Proposition de loi	14277	172-1	
Modification de l'article 65 de la loi électorale communale (Eligibilité à 18 ans)	14277	172-1	
Proposition de loi	14278	173-1	
Modification des articles 3 et 8 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (Dilbeek. — Chef-lieu d'arrondissement)	14278	173-1	
Proposition de loi	14279	174-1	
Abrogation de l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (Suppression des facilités linguistiques dans les six communes de la périphérie bruxelloise)	14279	174-1	
Proposition de loi			1362-1363
Retrait			
Modification de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (Cadres linguistiques)	14280	175-1	
Proposition de loi	14281	176-1	
Modification de l'article 47 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (Services établis à l'étranger. — Diplomatie. — Cadres linguistiques)	14281	176-1	
Proposition de loi	14282	177-1	
Connaissances linguistiques requises en vue d'exercer certains mandats politiques des pouvoirs subordonnés dans l'agglomération bruxelloise	14282	177-1	
Proposition de loi			1362-1363
Retrait. — Reprise par M. Luyten			
Transfert de Hainaut en Brabant de certaines communes de la frontière linguistique	14283	178-1	
Proposition de loi	14284	179-1	
Suppression des facilités linguistiques dans la commune de Biévène	14284	179-1	
Proposition de loi			1362-1363
Retrait. — Reprise par M. Luyten			
Modification de l'A.R. du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, tel qu'il a été ratifié par la loi du 30 décembre 1975 (Rattachement de Neerpède à Dilbeek)	14285	180-1	
Proposition de loi			1362-1363
Retrait. — Reprise par M. Luyten			

	DOCUMENTS		ANNALES <i>Pages</i>
	R. A	N°	
Valkeniers (suite)			
Imposition aux administrations communales de l'Agglomération bruxelloise de communiquer les adresses de tous les nouveaux habitants aux commissions française et néerlandaise de la culture de l'Agglomération bruxelloise Proposition de loi	14286	181-1	
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Extension des compétences des Régions à l'égard des administrations locales. — Tutelle administrative. — Communes à facilités. — Nomination du bourgmestre) Proposition de loi	14287	182-1	
Mesures d'économie quant au nombre des membres du Gouvernement et à leurs cabinets Proposition de loi	14288	183-1	
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet Proposition de loi	14289	184-1	
Fédéralisation des soins de santé Proposition de loi	14290	185-1	
Adaptation de l'organisation, des responsabilités et des missions de l'Ordre des médecins en ce qui concerne notamment les compétences et le droit de décision (Fédéralisation de l'Ordre) Proposition de loi	14291	186-1	
Connaissances linguistiques des médecins originaires des pays membres de la C.E. qui s'établissent en Belgique Proposition de loi	14292	187-1	
Octroi aux travailleurs salariés d'un congé extraordinaire en vue de veiller sur leur enfant malade Proposition de loi	14293	188-1	
Modification de l'A.M. du 1 ^{er} juillet 1986 fixant le nombre, la circonscription et le siège administratif des cercles d'expertise de l'Institut d'expertise vétérinaire (Communes du Brabant flamand) (Simplification des cercles d'expertise) Proposition de loi	14294	189-1	
Abaissement de l'âge de la pension des mères occupant un emploi et ayant une carrière professionnelle Proposition de loi	14295	190-1	
Assimilation, au niveau fiscal, des couples mariés qui travaillent et des couples non mariés, mais cohabitants qui travaillent Proposition de résolution	14296	191-1	
Modification de l'article 909 du Code civil (Incapacité de certaines personnes de recevoir par donation ou par testament) Proposition de loi	14297	192-1	
Organisation de l'accueil des élèves avant et après les heures de classe et pendant les congés, dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire Proposition de loi	14298	193-1	
Organisation d'un cours d'« Histoire de la Flandre » dans l'enseignement néerlandophone Proposition de loi	14299	194-1	
Modification de l'A.R. n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux (Application de la législation sur l'emploi des langues) Proposition de loi	14300	195-1	
Création de la dénomination officielle: « Internationale Luchthaven Andreas Vesalius-Zaventem » Proposition de loi	14301	196-1	
Nomination statutaire des membres du personnel recrutés antérieurement de la « Residentie Koning Albert » à Dilbeek, gérée par l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre Proposition de loi	14302	197-1	
Modification de l'article 19 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée (Commune de milice) Proposition de loi	14303	198-1	1362-1363
Retrait. — Reprise par M. Luyten			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Lois d'expansion économique — Secteurs économiques nationaux — Attribution des droits de succession aux Régions — Clé de répartition des dotations aux Régions et Communautés) Proposition de loi	14304	199-1	
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Compétence des Régions pour la tutelle administrative ordinaire en ce qui concerne la province de Brabant, les communes de la frontière linguistique et les communes à facilités) Proposition de loi	14305	200-1	
Modification des articles 2 et 56 de la loi communale (Pouvoir des exécutifs régionaux de nommer et de sanctionner les bourgmestres, sauf pour ce qui est des dix-neuf communes de Bruxelles-Capitale) Proposition de loi	14306	201-1	

	DOCUMENTS		ANNALES <i>Pages</i>
	R. A	N°	
Valkeniers (suite)			
Modification des articles 89 et 107 de la loi communale (Exercice par un conseiller communal de la fonction d'échevin) Proposition de loi	14307	202-1	
Instauration et uniformisation du congé parental Proposition de loi	14308	203-1	
Octroi aux familles nombreuses établies en Belgique, aux pensionnés et aux chômeurs d'une réduction effective de 50 p.c. sur les tarifs des transports publics Proposition de loi	14309	204-1	
Modification de l'A.R. n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la T.V.A. et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (Réduction du taux de la T.V.A. dans le secteur de la construction. — Prolongation) Proposition de loi	14310	205-1	
Modification de l'A.R. n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la T.V.A. et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (Disques, bandes magnétiques, disques compacts et bandes vidéo) Proposition de loi	14311	206-1	
Demande que la réalisation de la liaison ferroviaire rapide Paris-Bruxelles-Amsterdam/Cologne (T.G.V.) fasse l'objet d'une analyse coût-profit et d'une étude d'impact sur l'environnement Proposition de résolution	14312	207-1	
Attribution de la moitié des recettes provenant des procès-verbaux dressés pour contravention au règlement général sur la police de la circulation routière aux communes dans lesquelles ces procès-verbaux ont été dressés Proposition de loi	14313	208-1	
Elu secrétaire du Sénat			32
Van Aperen, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			5, 6
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement) Sécurité sociale et sécurité d'existence			353
Minimex et revenu garanti aux personnes âgées			353
C.P.A.S. — Tâches supplémentaires			353-354
Vagabonds pensionnés séjournant dans un home de l'Etat. — Pension			354
Contractuels subventionnés auprès des communes et des C.P.A.S.			354
Vandekerckhove, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			11
Adaptation de l'organisation, des responsabilités et des missions de l'Ordre des médecins en ce qui concerne notamment les compétences et le droit de décision (Fédéralisation de l'Ordre) Proposition de loi	14291	186-1	
Connaissances linguistiques des médecins originaires des pays membres de la C.E. qui s'établissent en Belgique Proposition de loi	14292	187-1	
Ouverture de crédits provisoires pour les mois d'avril, mai et juin de l'année 1988 Déclaration du Gouvernement (Accord de Gouvernement)			64
Réforme de l'Etat			250-251
Elargissement des compétences des Communautés et des Régions			250
Mouvement flamand. — Fédéralisme			250
Election directe des Conseils des Communautés et des Régions			250, 251
Financement des Communautés et des Régions			250-251
Statut de la Région de Bruxelles-Capitale			251
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			251
Non-fédéralisation de la sécurité sociale			250-251, 252
Politique de redressement économique			252
Assainissement des finances publiques			252
Réforme fiscale			252
Assainissement financier de l'A.M.I.			252
Energie nucléaire. — N8			252
Projet T.G.V.			252
Elimination des séquelles sociales de la répression			252
Reconversion industrielle du Limbourg			252
Charbonnages limbourgeois			252
Intégration de l' <i>Economische Hogeschool Limburg</i> dans le L.U.C.			252-253

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Vandekerckhove (suite)			
Budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1987;			
Ajustement du budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1985;			
Ouverture de crédits au budget de l'Education nationale (Régime français) destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures;			
Budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1987;			
Ajustement du budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1985;			
Ouverture de crédits au budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures;			
Budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1987;			
Ajustement du budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1985			
Discussion tardive des budgets			415
Création d'un grade scientifique dans l'enseignement de l'architecture à la R.U.G.			415
Motifs européens			415
Intégration de l' <i>Economische Hogeschool Limburg</i> dans le L.U.C.			415-416
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			1105
Motion (La majorité spéciale prévue à l'article 59bis, § 4 de la Constitution n'est pas nécessaire pour l'adoption du projet)			1085-1987
Justification de vote			1268
Van den Bossche, Secrétaire d'Etat à l'Education nationale, adjoint au Ministre de l'Education nationale, W. Claes			
Budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1987;			
Ajustement du budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1985;			
Ouverture de crédits au budget de l'Education nationale (Régime français) destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures;			
Budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1987;			
Ajustement du budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1985;			
Ouverture de crédits au budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures;			
Budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1986;			
Budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1987;			
Ajustement du budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1985			
Discussion tardive des budgets			413
Création d'un grade scientifique dans l'enseignement de l'architecture à la R.U.G.			415, 418
Accroissement de l'autonomie de l'enseignement fondamental			417
Services de l'Etat à gestion autonome			417
Encadrement de l'enseignement secondaire			417
Expérience de l'enseignement à temps partiel			417
Obligation scolaire			417
Indexation des droits d'inscription à l'université			418
Intégration de l' <i>Economische Hogeschool Limburg</i> dans le L.U.C.			419
Education physique à l'école			419
Informatique à l'école			419
Repas scolaires			419
Encouragement de la pratique du sport à l'école. — Compétences communautaires			419
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			517, 518, 530, 545-547, 552, 553, 554
Discussion des amendements			556, 557, 558, 560, 563, 565, 566, 567
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			588, 589, 593, 606
Discussion des amendements			611, 612, 613, 614, 615, 616, 617
Mesures urgentes en matière d'enseignement			925-928
Discussion des articles			931, 932, 933, 934, 935-936

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Van den Brande, Ministre de l'Emploi et du Travail			
Suppression prévue par l'accord de gouvernement, de l'expérience des cadres spéciaux temporaires (Question orale de M. Taminiaux)			1386
Amélioration du sort des chômeurs âgés (Question orale de M. Taminiaux)			1386
Van den Broeck, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas, Questeur du Sénat			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Elu questeur du Sénat			33
Vandenhaute, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en français			7, 8
Révision de l'article 108 ^{ter} de la Constitution (Agglomération bruxelloise) Amendement	14094	100-6/7°	832
Discussion des amendements			
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des régions) Amendement	14099	100-7/7°	
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux Amendements	14463	371-15	1137-1139
Discussion des articles			1190
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Politique de redressement économique			215
Réforme fiscale			215, 216, 217
Démotivation des P.M.E. et des indépendants			216-217
Nouvelle coalition gouvernementale			215
Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise			215-216
Statut de la Région de Bruxelles-Capitale			216
Financement			216
Nuisances acoustiques dues à l'augmentation du trafic de nuit à l'aéroport de Bruxelles-National			
Question orale			622
Dispense de paiement de la redevance radio-télévision accordée aux personnes auxquelles une invalidité ou incapacité de travail d'au moins 80 p.c. a été reconnue			
Question orale			623
Paiement de la redevance radio et télévision en cas de détention d'appareils dans des résidences secondaires			
Question orale			623
Certains problèmes d'application des A.R. d'exécution de la loi du 11 février 1986 sur la police communale, de même que l'opportunité de prendre en considération les résultats publiés par l'audit réalisé par la S.A. <i>Team Consult</i>			
Interpellation			664-666, 669-670, 672
Nuisances acoustiques nocturnes à l'aéroport de Bruxelles-National			690-691
Situation financière des villes et des communes			874-875
Van der Biest, Ministre des Pensions			
Modification de la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit (Cas où la période au cours de laquelle le mandat a été exercé, est inférieure à 60 mois)			1304
Vanderborght, sénateur provincial d'Anvers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			6

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Vandermarliere, sénateur de l'arrondissement de Bruges			
Validation des ses pouvoirs. — Prête serment			14, 15
Modification de l'article 12 de l'A.R. du 9 mai 1984 d'exécution de l'article 13, deuxième alinéa, 1°, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, ainsi que l'article 100bis, § 1 ^{er} , de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Recours contre les débiteurs d'aliments. — Délai)			
Proposition de loi	14389	290-1	
Modification de l'A.R. du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques (Installation d'un gyrophare sur les véhicules)			
Proposition de loi	14439	344-1	
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Politique des transports publics			282-283
Assainissement budgétaire de la S.N.C.B. et de la S.N.C.V.			282
Projet T.G.V.			282-283
Politique de relance en faveur de la marine marchande, de la navigation intérieure et de la pêche maritime			283
Régie des transports maritimes			283
Investissements portuaires. — Financement			283
Sabena. — Coopération avec des compagnies aériennes étrangères			283
Regrette qu'aucun Ministre ne soit originaire de Flandre occidentale			283
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1409-1411
Vandersmissen, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			11
Van Eetvelt, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			5, 6
Modification de la procédure d'expropriation (Délai pour l'exécution des décisions d'expropriation)			
Proposition de loi	14343	240-1	
Modification de l'article 10 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence (Recours contre la décision du C.P.A.S.)			
Proposition de loi	14344	241-1	
Modification de l'A.R. du 31 décembre 1953 portant réglementation de l'immatriculation des véhicules à moteur (Mention de la modification d'adresse sur le certificat d'immatriculation)			
Proposition de loi	14345	242-1	
Vanhaverbeke, sénateur provincial de Flandre occidentale			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			15
Van Hooland, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Rattachement d'un portion du territoire de la ville de Deinze au territoire de la commune de Sint-Martens-Latem			
Proposition de loi	14499	412-1	

	DOCUMENTS		ANNALLES
	R. A	N°	Pages
Van Hooland (suite)			
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Réforme de l'Etat			328
Politique de l'emploi			328-329
Revalorisation de la fonction publique			328
Renforcement de la démocratie politique			329
Modernisation de l'appareil de l'Etat			329
Meilleur soutien de la politique par l'administration			329
Budget des Voies et Moyens de l'année 1988;			
Budget de la Dette publique de l'année 1988			
Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer			953
Amélioration de l'efficacité et de la productivité dans les administrations publiques			953-954
Politique du personnel au Ministère des Finances			953
Application de la bureautique et de l'information			953
Management et analyse de gestion			954
Délégation générale à la réforme de la comptabilité de l'Etat			953, 954
Modification de et complément à la législation relative aux pensions et rentes des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit			
Justification de vote			1011-1012
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriations;			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et portant mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet;			
Fédéralisation des soins de santé;			
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;			
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles			1413-1415
Vanlerberghe, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			14, 15
Van Nevel, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme			1033-1034
Rapport complémentaire	13263	357-2	1062, 1263
Discussion des articles			1076
Promotion de la continuité des entreprises agricoles			
Vannieuwenhuyze, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt, Secrétaire du Sénat			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			14, 15
Complément à la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie (Entreprises multinationales)			
Proposition de loi	14258	152-1	
Modification de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires (Signature d'une C.C.T. par tous les membres de l'organe paritaire)			
Proposition de loi	14259	153-1	
Modification de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré			
Proposition de loi	14260	154-1	
Modification de la loi du 29 mai 1952 organique du Conseil national du travail (Représentation du secteur « non marchand »)			
Proposition de loi	14261	155-1	
Ouverture de l'accès des bénéficiaires du minimum de moyens d'existence à tous les programmes d'emploi des pouvoirs publics			
Proposition de loi	14262	156-1	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Vannieuwenhuyze (suite)			
Protection de l'époux séparé de fait, en ce qui concerne l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Epoux n'exerçant aucune profession) Proposition de loi	14263	157-1	
Complément aux articles 24 et 36 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (Taux d'incapacité de travail permanente. — Travailleur occupé chez plusieurs employeurs) Proposition de loi	14268	162-1	
Rapport concernant l'élection des sénateurs et sénateurs suppléants de la province de Flandre orientale			13-14
Rapport sur la vérification des pouvoirs des sénateurs élus par le Sénat			19-20
Elu secrétaire du Sénat			32
Van Rompaey, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			5, 6
Complément aux articles 9 et 29 des dispositions transitoires de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire (Traitement et pension des anciens greffiers et greffiers adjoints près les conseils de prud'hommes de première instance et d'appel) Proposition de loi	14356	253-1	
Règlement de la réparation des dommages causés par certains actes non juridictionnels (Responsabilité des pouvoirs publics. — Pouvoir judiciaire. — Juge d'instruction et magistrats du ministère public en matière pénale) Proposition de loi	14378	279-1	
Van Rompuy, sénateur coopté, Secrétaire d'Etat aux Finances, adjoint au Ministre des Finances, et Secrétaire d'Etat aux Petites et Moyennes Entreprises, adjoint au Ministre des Classes moyennes (jusqu'au 18 septembre 1988)			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			20
Ouverture de crédits provisoires pour les mois d'avril, mai et juin de l'année 1988			59-60
Ouverture de crédits provisoires pour les mois de juillet, août, septembre et octobre de l'année 1988			726
Controverse relative au chiffre d'économies à effectuer pour passer d'un solde net à financer de 8,7 p.c. en 1988 à 7 p.c. en 1989 (Question orale de M. Hatry)			1385
Vanroy, sénateur provincial d'Anvers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			6
Modification de l'article 25 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Prestations de kinésithérapie et de physiothérapie) Rapport	13960	390-2	
Van Thillo, sénateur coopté			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment en néerlandais			20
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement) « Europe 1992 »			320, 321
Maintien de la compétitivité des entreprises			320, 321
Politique économique			320
Encouragement des investissements privés			320
Recherche et développement			320
Assainissement des finances publiques			320, 321
Rééchelonnement de la dette publique			320
Réforme fiscale			320
Alourdissement de la fiscalité des entreprises			320
Financement des Communautés et des Régions			321

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Verhaegen, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			5, 6
Institution d'une Commission royale chargée de la codification, de l'harmonisation et de la simplification du Code civil dans le cadre d'une réforme globale dudit Code			
Proposition de loi	14144	38-1	
Certaines mesures fiscales destinées à protéger le patrimoine culturel (Modifications du C.I.R., au Code des droits de succession et au Code des droits d'enregistrement)			
Proposition de loi	14145	39-1	
Organisation de certaines mesures fiscales en faveur de la production forestière à long terme (Droits de succession et droits d'enregistrement)			
Proposition de loi	14146	40-1	
Modification de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants (Indemnité d'accouchement)			
Proposition de loi	14147	41-1	
Insertion d'un article 2bis dans la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants (Octroi d'une allocation de naissance en cas d'adoption d'un enfant étranger)			
Proposition de loi	14148	42-1	
Modification de l'article 15, § 1 ^{er} et § 2, alinéa 2, de l'A.R. du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants (Filiation et adoption)			
Proposition de loi	14149	43-1	
Modification de l'article 52bis de l'A.R. n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et de l'A.R. du 23 juillet 1981 portant exécution de l'article 52bis, § 2, de l'A.R. n° 72 précité			
Proposition de loi	14150	44-1	
Modification de l'article 73bis, § 1 ^{er} , des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'A.R. du 19 décembre 1939 (Allocation de naissance en cas d'adoption d'un enfant venant de l'étranger)			
Proposition de loi	14151	45-1	
Modification de l'arrêté-loi du 3 février 1947 organisant l'agrégation des entrepreneurs (Travaux de restauration spécialisés)			
Proposition de loi	14152	46-1	
Modification du Règlement général pour la protection du travail (R.G.P.T. — Entreprises familiales, domestiques et gens de maison. — Jeunes sous contrat d'apprentissage. — Service médical interentreprises)			
Proposition de loi	14229	123-1	
Adaptation de la réglementation applicable aux artistes de spectacles en matière de sécurité sociale			
Proposition de loi	14320	124-1	
Complément à l'article 161 du Code civil par un second alinéa (Empêchement de mariage constitué par l'alliance)			
Proposition de loi	14255	149-1	
Modification de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales (Champ d'application de la loi. — Intervention du comité socio-économique et de la commission provinciale pour la distribution)			
Proposition de loi	14358	255-1	
Modification de la taxation des revenus des terrains donnés en location à des agriculteurs			
Proposition de loi	14379	280-1	
Modification de l'article 1 ^{er} de l'A.R. du 12 avril 1984 portant exécution des articles 42bis et 56, § 2 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Incapacité de travail. — Allocations familiales majorées. — Personnes à charge. — Conjoint exerçant une activité indépendante)			
Proposition de loi	14396	300-1	
Modification dans le tableau figurant à l'article 1 ^{er} de la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance, de la colonne intitulée « Greffier-chef de service » (Furnes, Ypres, Marche-en-Famenne, Neufchâteau)			
Proposition de loi	14409	314-1	
Modification de la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail, en ce qui concerne la cour du travail d'Anvers, le tribunal du travail de Turnhout et le tribunal du travail de Tongres			
Proposition de loi	14410	315-1	
Modification de la loi du 23 septembre 1985 relative à l'emploi de la langue allemande en matière judiciaire et à l'organisation judiciaire (Tribunal de travail d'Eupen. — Membres du greffe ayant justifié de la connaissance de l'allemand)			850-851
Rapport	14444	349-2	
Révision de l'article 115 de la Constitution (Financement des Régions)			771-772

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Verhofstadt, Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan (jusqu'au 9 mai 1988)			
Ouverture de crédits provisoires pour les mois d'avril, mai et juin de l'année 1988			66-68
Verschueren, sénateur provincial d'Anvers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			6
Approbation de l'Arrangement, conclu par échange de lettres datées à Bruxelles le 10 octobre 1985, entre la Belgique et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord relatif à l'application de la législation belge sur les accidents du travail au personnel civil employé par le <i>Labour Adviser and Legal Employer</i> des forces britanniques d'Anvers, dénommé L.A.L.E. Rapport	13919	265-2	129
Approbation de la Convention entre la Belgique et les Pays-Bas sur l'assistance mutuelle dans la lutte contre les catastrophes et les accidents Rapport	13920	297-2	
Approbation de l'accord entre l'U.E.B.L. et le Libéria relatif à la promotion et à la protection réciproques des investissements Rapport	13982	369-2	
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1986;			
Budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1987			
Crédits: Coopération au développement			395-396
Aide publique à la coopération au développement			396
Révision de la politique en matière de projets A.G.C.D.			396
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			580-581
W			
Waltniel, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			13, 14
Wathelet, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes			
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement) Intentions gouvernementales en ce qui concerne la construction d'une huitième centrale nucléaire			318 324
Interruption de grossesse			
Sécurité des représentants de l' <i>African National Congress</i> à Bruxelles (Interpellation de M. S. Moureaux)			678-679
Weys, sénateur de l'arrondissement de Bruges			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			14, 15
Budget des Voies et Moyens de l'année 1988 Rapport	14448	366-2	937-940
Aperçu du rapport de la commission			
Budget de la Dette publique de l'année 1988 Rapport	14449	367-2	937-940
Aperçu du rapport de la commission			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Willockx, Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones			
Budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année 1986;			
Budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année 1987;			
Ajustement du budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année 1985			
Régie des Postes et Régie des T.T.			700-703
Fonctionnement			700, 701
Modernisation et réorganisation			700-701, 702, 703, 706
Plan dit « Poste 90 » (<i>Team Consult</i>)			701, 706
Augmentation de l'autonomie de gestion			701
Situation financière			701, 702
Centres de tri. — Anvers X et Charleroi X			701, 706
Problèmes sociaux à la Régie des Postes. — Congés et heures supplémentaires			701-702
Recrutement de personnel à la Régie des Postes. — Chômeurs mis au travail			701-702, 707
Télécommunications. — Mise en œuvre de technologies de pointe			702
Investissements à la R.T.T.			702
Limitation du délai d'attente pour un raccordement téléphonique			702
Politique de personnel à la R.T.T.			702
« Europe 1992 »			702-703
« Filialisation » de la Régie des Postes			706
Travail à temps partiel à la Régie des Postes			706
Lutte contre les absences au travail à la Régie des Postes (Abus de certificats de maladie)			706
Recherche scientifique (R.T.T.)			706
Taxipost à Bruxelles			707
Restructuration de Bruxelles X. — Problèmes en matière de distribution postale			707
Application à la zone économique bruxelloise du plan dit « Poste 90 » (<i>Team Consult</i>)			
(Interpellation de M. Désir)			706, 707
Protection du monopole de la poste			
(Question orale de M. Cardoen)			1280
Dispense de paiement de la redevance radio-télévision accordée aux personnes auxquelles une invalidité ou incapacité de travail d'au moins 80 p.c. a été reconnue			
(Question orale de M. Vandenhautte)			
Voir: Mme D'Hondt-Van Opdenbosch			
Paiement de la redevance radio et télévision en cas de détention d'appareils dans des résidences secondaires			
(Question orale de M. Vandenhautte)			
Voir: Mme D'Hondt-Van Opdenbosch			
Wintgens, sénateur de l'arrondissement de Verviers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment d'abord en français puis en allemand			9, 10
Augmentation et réduction de certains crédits ouverts pour l'année 1987 et octroi de crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux années 1986 et antérieures			1389
Rapport	14467	376-2	
Ouverture de crédits provisoires pour les mois d'avril, mai et juin de l'année 1988			62-63
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux			
La majorité spéciale prévue à l'article 59bis, § 4, de la Constitution n'est pas nécessaire pour l'adoption du projet concernant les communes à statut linguistique spécial			
Motion			1085-1087
Wyninckx, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment			5, 6
Pensions du secteur public			
Proposition de loi	14347	244-1	
Demande l'instauration du vote par procuration pour la cooptation des sénateurs (Adaptation du Règlement du Sénat)			18
Nomination du bureau définitif			
Propose l'ajournement			20
Nomination du Président du Sénat. — Tractations politiques			197

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Wyninckx (suite)			
Déclaration du Gouvernement (Accord de gouvernement)			
Interruption de grossesse			210, 214, 230
Pourparlers sur la formation du nouveau Gouvernement			228
Procédé des lois-cadres et des pouvoirs spéciaux			228
Politique en matière de pensions. — Evolution démographique			229, 230, 234
Pensions du secteur public			230
Indépendants			230
Soins de santé et A.M.I.			229
Révision de la législation sur les baux à loyer en faveur des séniors			229-230
Arrière judiciaire			230, 231
Droits de l'homme			230
Elimination des séquelles sociales de la répression			230-231
Nouveau protocole en faveur des victimes de la guerre			231
Politique pénitentiaire			231
Problèmes du personnel des prisons			231
Problème de l'exécution des peines infligées à des délinquants mineurs			231
Création d'une commission parlementaire mixte qui évaluera le fonctionnement des services de police et de sécurité et élaborera une réforme de l'inspection des services de police			231
Egalité de traitement de la libre pensée			231
Politique familiale			231
Politique relative aux migrants			232
Projet T.G.V.			232
Intentions gouvernementales en ce qui concerne la construction d'une huitième centrale nucléaire			232
Détente et désarmement. — Armes nucléaires, — Relations Est-Ouest			232
Interdiction d'armes chimiques, binaires et bactériologiques sur le territoire belge			232
Aide publique à la coopération au développement			232
Fonds de survie pour le tiers monde			232
Benelux			232
Législation en matière de port d'armes			232
Réformes institutionnelles			232, 234
Suppression du double mandat et réforme du système bicaméral. — Réforme du Sénat			232-233
Politique sociale			234
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés);			
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)			488-490
Demande la suspension de séance (Proteste contre le fait que certaines commissions se réunissent pendant le débat)			468, 475-476
Sur la demande de renvoi en commission de l'article 107ter par Mme Delruelle-Ghobert			475
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)			
Sur la demande de suspension du débat par Mme Delruelle-Ghobert			540
Révision de l'article 47, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution, en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des Représentants);			
Révision de l'article 48, alinéa 1 ^{er} de la Constitution (Constitution des collèges électoraux. — Suppression des mots « pour chaque province »)			762-764
Protestation contre le fait que les feuillets de naturalisation ne mentionnent pas la profession des demandeurs			856
Position du Gouvernement à l'égard de la proposition de créer en Europe une zone sans armes chimiques et une zone dénucléarisée			
Interpellation			860-863, 866-867
Approbation des Actes internationaux suivants: 1. Accord entre les Etats-Unis et la Belgique, la R.F.A., l'Italie, les Pays-Bas et la Grande Bretagne et l'Irlande du Nord concernant les inspections dans le cadre du Traité entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, et Annexe; 2. Accord entre la Belgique et l'U.R.S.S. relatif aux inspections sur le territoire belge prévues par le Traité entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, conclu par échange de notes			982-985
Position du Gouvernement à l'égard des nouvelles propositions de l'Union soviétique en matière de désarmement conventionnel en Europe			
Question orale			1026

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	N°	Pages
Wyninckx (suite)			
Modification pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux La majorité spéciale prévue à l'article 59bis, § 4, de la Constitution n'est pas nécessaire pour l'adoption du projet concernant les communes à statut linguistique spécial Motion Vœux de fin de session			1085-1087 1554-1555
Y			
Ylief, Ministre de l'Education nationale (secteur français)			
Budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1986; Budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1987; Ajustement du budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1985; Ouverture de crédits au budget de l'Education nationale (Régime français) destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures; Budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1986; Budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1987; Ajustement du budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1985; Ouverture de crédits au budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures; Budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1986; Budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1987; Ajustement du budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1985			414 414-415, 419-420 420 420
Discussion tardive des budgets Déficit structurel du secteur francophone pour l'exercice 1987 Imputation des dépenses afférentes à l'exercice 1987 au budget 1988 Formation des enseignants chargés de dispenser l'enseignement fondamental			547-549, 550 558, 559-560
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés) Discussion des amendements			604-606 610-611, 615, 616, 617, 618
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés) Discussion des amendements			673-674 915, 923-924
Divers propos tenus par le Ministre de l'Education nationale qui inquiètent tous ceux qui sont soucieux de la qualité de l'enseignement (Interpellation de M. Hasquin) Mesures urgentes en matière d'enseignement			